

TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE

Burkina Faso
Unité - Justice - Progrès

Ministère de l'Economie, des Finances et
du Développement

Secrétariat Général

Institut National de la Statistique
et de la Démographie (INSD)



TBE n° 02/2019

Tableau de bord de l'Economie

au 2^{ème} trimestre 2019

Juin 2019

SOMMAIRE

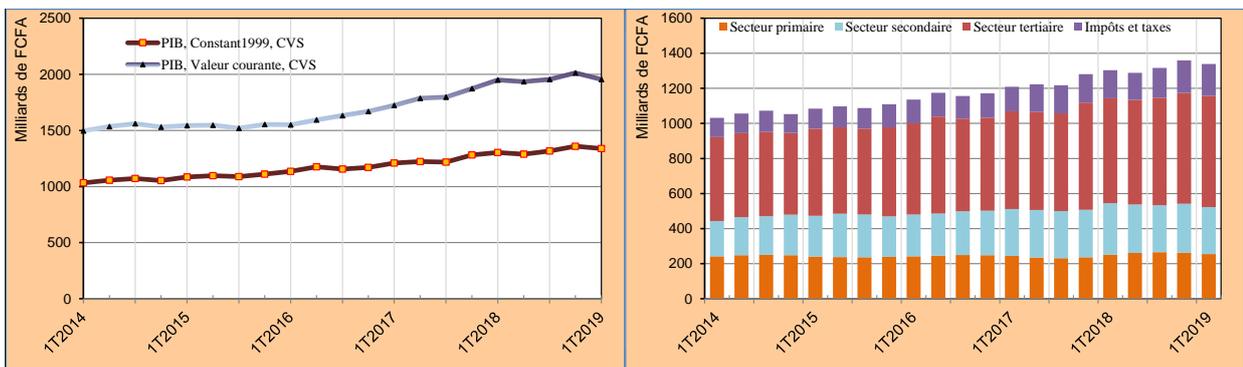
Secteur réel	3
Secteur finances publiques	10
Secteur monétaire	15
Secteur extérieur	19
Définitions et abréviations	23
Crédit des contributions	24

Secteur réel

Au deuxième trimestre 2019, le niveau général des prix à la consommation a enregistré une hausse trimestrielle de 0,9%. Cependant, en variation annuelle, il a enregistré une baisse de 2,9%. La hausse relevée en glissement trimestriel est surtout liée à un renchérissement des "boissons alcoolisés, tabacs et stupéfiants" (+4,0%) ainsi que des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+1,6%). Au premier trimestre 2019, le PIB réel recule de 1,5% par rapport au trimestre précédent après la hausse de 3,3% enregistré au quatrième trimestre de l'année 2018. Cette baisse de l'activité économique au cours du premier trimestre 2019 résulte d'une mauvaise tenue de l'activité dans les secteurs primaire (-3,0%), secondaire (-4,1%) et une hausse du rythme de l'activité dans le secteur tertiaire (+0,6%). Quant à l'activité industrielle, elle poursuit timidement sa progression entamée au trimestre précédent. Ainsi, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI), établi à 172,3, est en hausse de 1,4% en glissement trimestriel et de 3,3% par rapport au premier trimestre 2018.

COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS (CNT)

CNT (Milliards de FCFA) Prix constants 1999, Corrigés des variations saisonnières	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2018	2018	2018	2018	2019	trimestriel	annuel
Secteur primaire	251,3	261,3	265,5	262,9	255,1	-3,0%	1,5%
Agriculture	131,4	140,7	144,1	140,6	131,9	-6,2%	0,4%
Élevage	89,2	89,8	90,5	91,2	91,9	0,8%	3,0%
Sylviculture, pêche et chasse	30,6	30,8	31,0	31,1	31,2	0,3%	1,9%
Secteur secondaire	293,5	276,6	267,7	279,3	267,9	-4,1%	-8,7%
Extraction	56,6	50,0	45,5	53,2	45,5	-14,4%	-19,7%
Industrie manufacturière	97,8	98,2	97,9	100,0	99,8	-0,2%	2,1%
Agroalimentaire	55,2	55,9	55,9	58,2	58,1	-0,2%	5,2%
Egrenage et fabrication de textiles	5,4	5,2	5,0	4,8	4,7	-2,8%	-13,6%
Bois et métaux	19,6	19,3	19,1	19,0	18,8	-0,8%	-3,9%
Autres industries manufacturières	17,6	17,8	17,9	18,1	18,2	0,9%	3,8%
Énergie	38,5	33,0	29,2	32,4	32,0	-1,1%	-17,0%
BTP	100,5	95,4	95,1	93,8	90,6	-3,4%	-9,9%
Secteur tertiaire	598,8	596,3	613,2	630,9	634,8	0,6%	6,0%
Services marchands	332,9	334,2	337,0	337,7	350,3	3,7%	5,2%
Commerce	123,4	127,0	128,2	128,8	126,5	-1,7%	2,5%
Hôtellerie et restauration	11,2	11,2	11,2	11,3	11,3	-0,1%	0,3%
Transports	10,3	10,6	10,7	10,8	10,5	-2,4%	2,3%
Télécommunication	80,0	80,7	79,3	71,5	90,8	26,9%	13,5%
Services financiers	49,7	49,4	50,9	55,7	54,9	-1,4%	10,4%
Autres services marchands	58,3	55,2	56,6	59,7	56,3	-5,6%	-3,4%
Services non marchands	296,5	292,4	307,5	327,3	318,2	-2,8%	7,3%
Administrations publiques	274,8	270,6	285,6	305,4	296,1	-3,0%	7,8%
Autres services non marchands	21,7	21,8	21,9	22,0	22,1	0,5%	1,8%
SIFIM	-30,6	-30,4	-31,3	-34,2	-33,7	-1,4%	10,3%
Impôts et taxes	159,4	154,0	169,8	186,0	181,0	-2,7%	13,5%
PIB, Constant1999, CVS	1 302,9	1 288,1	1 316,2	1 359,1	1 338,7	-1,5%	2,7%
PIB, Valeur courante, CVS	1 949,3	1 933,6	1 954,0	2 012,2	1 955,0	-2,8%	0,3%



Au premier trimestre 2019, le PIB réel recule de 1,5% par rapport au trimestre précédent après la hausse de 3,3% enregistré au quatrième trimestre de l'année 2018. Cette baisse de l'activité économique au cours du premier trimestre 2019 résulte d'une mauvaise tenue de l'activité dans les secteurs primaire (-3,0%), secondaire (-4,1%) et une croissance timide de l'activité du secteur tertiaire (+0,6%).

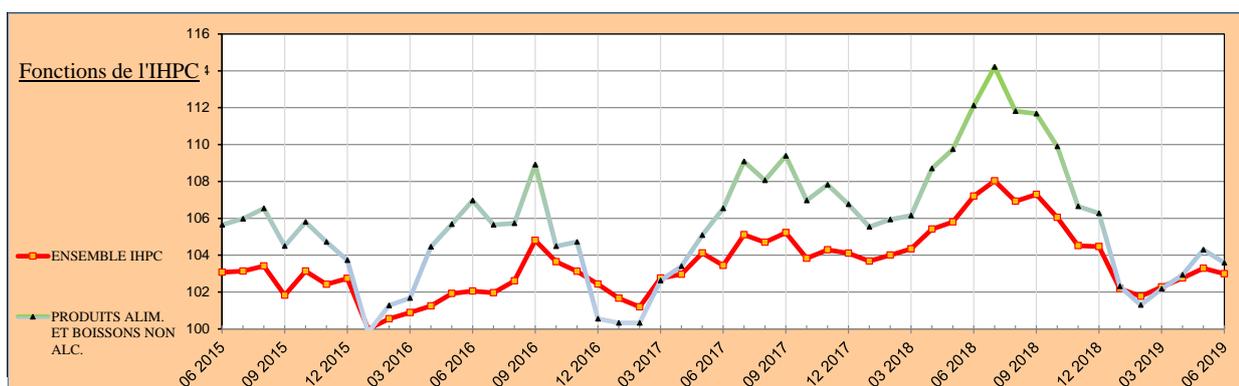
Cette baisse de l'activité économique au cours du premier trimestre 2019 dans le secteur primaire est imputable à sa baisse dans le sous-secteur de l'agriculture (-6,2%) et une légère hausse dans les sous-secteurs de l'élevage (+0,8%) et de la sylviculture (+0,3%). La croissance négative dans le secteur secondaire, s'explique par une baisse de la valeur ajoutée dans les secteurs des industries extractives (-14,4%), manufacturières (-0,2%), de l'énergie (-1,1%) et une hausse dans le secteur des BTP (+9,2%). Les timides performances constatées dans le secteur tertiaire sont imputables à une hausse de la croissance dans les sous-secteurs des « services marchands » (+3,7%) malgré une baisse de l'activité des « services non marchands » (-2,8%). En revanche, les services des télécommunications ont enregistré une augmentation importante de 26,9%.

Comparé au premier trimestre de 2018, la croissance du PIB réel est ressortie à -0,6% en lien avec une mauvaise tenue de l'activité économique dans le secteur tertiaire (-4,9%) en dépit d'une bonne performance dans le secteur primaire (+4,7%) et dans le secteur secondaire (+5,1%).

Source : MINEFID / INSD

INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 2008	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2018	2018	2018	2019	2019	trimestriel	annuel
ENSEMBLE IHPC	106,1	107,4	105,0	102,1	103,0	0,9%	-2,9%
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	110,2	112,6	107,6	101,9	103,6	1,6%	-6,0%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	124,7	131,1	130,3	128,2	133,3	4,0%	6,9%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSSANTS	100,6	100,5	100,8	101,3	101,2	0,0%	0,6%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	97,5	96,4	97,1	98,1	98,7	0,6%	1,3%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	101,1	101,2	101,0	101,2	101,2	0,0%	0,1%
SANTE	100,3	100,3	100,3	100,4	100,4	0,1%	0,1%
TRANSPORTS	97,2	97,4	98,8	99,5	99,4	-0,1%	2,2%
COMMUNICATION	111,6	110,0	110,5	98,8	98,4	-0,4%	-11,8%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	104,4	102,3	102,3	101,5	101,2	-0,3%	-3,0%
ENSEIGNEMENT	103,2	103,2	104,6	104,6	104,6	0,0%	1,4%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	102,6	103,5	104,0	105,3	105,0	-0,3%	2,3%
AUTRES BIENS ET SERVICES	100,1	100,2	100,3	100,6	100,6	0,0%	0,5%



Au deuxième trimestre 2019, le niveau général des prix à la consommation a enregistré une hausse trimestrielle de 0,9%. Cependant, en variation annuelle, il a enregistré une baisse de 2,9%.

La hausse relevée en glissement trimestriel est surtout liée à un renchérissement des "boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants" (+4,0%) ainsi que des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+1,6%). Les autres fonctions de consommation ont enregistré une faible variation de leurs prix (entre -0,4% et 0,6%).

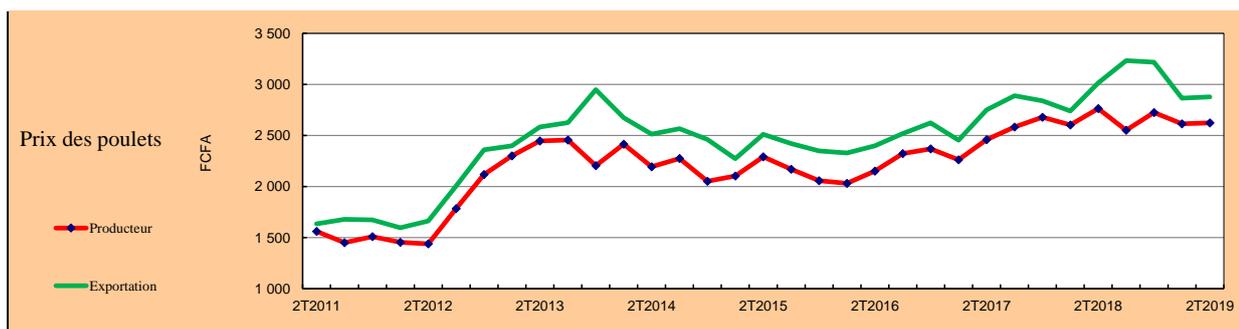
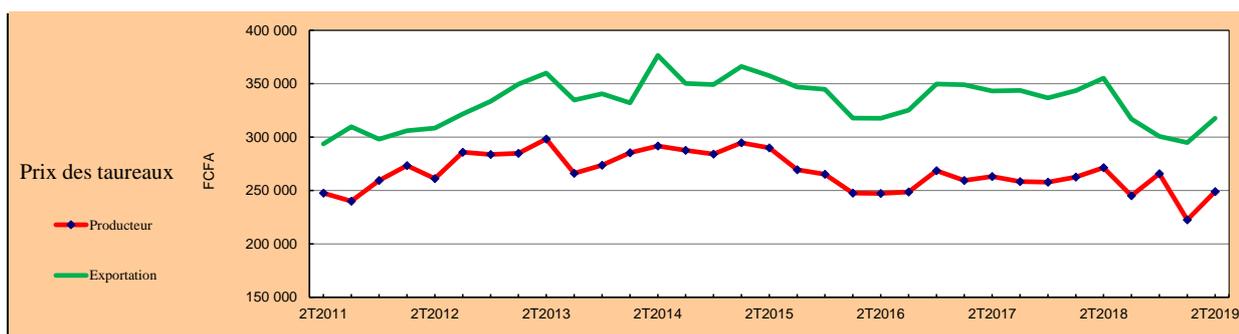
Quant à la baisse en variation annuelle, elle est essentiellement imputable à un recul des tarifs de "communication" (-11,8%), des prix des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (-6,0%) et des prix des services de "loisir et culture" (-3,0%). Cependant, on note une hausse des prix pour les fonctions "boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants" (+6,9%), "Restaurant et hôtels" (+2,3%) et "transports" (+2,2%). Les prix des autres produits ont enregistré de faibles variations annuelles (entre 0,1% et 1,4%).

En fin juin 2019, l'inflation moyenne des 12 derniers mois est de -0,4% contre 1,8% en fin juin 2018. La bonne tenue de la campagne agricole 2018-2019 et les mesures gouvernementales contre la vie chère demeurent les explications de cette maîtrise de l'inflation.

Source : MINEFID / INSD

PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE

Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2018	2018	2018	2019	2019	trimestriel	annuel
	Prov						
Prix au producteur du taureau	271 325	245 137	265 833	222 508	248 986	11,9%	-8,2%
Prix à l'exportation du taureau	355 184	316 908	300 626	294 905	317 636	7,7%	-10,6%
Prix au producteur du bélier	49 648	52 477	40 101	35 166	45 083	28,2%	-9,2%
Prix à l'exportation du bélier	57 269	55 971	50 491	43 342	56 648	30,7%	-1,1%
Prix au producteur du bouc	30 075	26 911	28 568	22 762	27 132	19,2%	-9,8%
Prix à l'exportation du bouc	35 768	32 215	35 102	31 283	33 129	5,9%	-7,4%
Prix au producteur du poulet	2 763	2 551	2 724	2 615	2 624	0,3%	-5,0%
Prix à l'exportation du poulet	3 015	3 233	3 217	2 865	2 878	0,5%	-4,5%
Prix au producteur de la pintade	2 732	2 680	2 659	2 508	2 561	2,1%	-6,3%
Prix à l'exportation de la pintade	2 825	2 807	2 810	2 606	2 798	7,4%	-1,0%



Au deuxième trimestre 2019, le marché des animaux s'est caractérisé par une hausse du niveau général des prix du bétail par rapport au premier trimestre 2019. Cette hausse pourrait s'expliquer par la hausse de la demande surtout pour les fêtes et les événements sociaux.

Le prix du taureau a affiché une tendance haussière par rapport au trimestre précédent sur l'ensemble des marchés. En effet, au cours de ce trimestre, le prix du taureau a été en hausse sur les marchés de production (+11,9%) et sur les marchés d'exportation (+7,7%). Le prix moyen de transaction du taureau sur les marchés d'exportation a été de 317 636 FCFA contre 294 905 FCFA observé au trimestre précédent. En glissement annuel, le prix du taureau a été cependant en baisse. Cette baisse a été beaucoup plus sensible au niveau des marchés d'exportation avec des variations atteignant -10,6%.

La hausse de la demande pour la consommation enregistrée au niveau des abattoirs et aires d'abattage auraient eu pour corollaire la hausse du prix du taureau sur les marchés.

Le prix du bélier a connu tout comme celui du taureau une hausse au cours de ce trimestre. La hausse du prix du bélier a été très importante aussi bien sur les marchés de production que d'exportation avec des variations respectives de 28,2% et de 30,7% par rapport au trimestre écoulé. Sur les marchés d'exportation, le prix moyen de transaction du bélier a été de 56 648 FCFA et de 45 083 FCFA sur les marchés de production. Cependant, même avec ces niveaux, le prix du bélier a été en baisse, comparé au deuxième trimestre de 2018 de 9,2% sur les marchés de production.

Le prix du bouc a enregistré une hausse comparativement au premier trimestre 2019. En effet, le prix du bouc s'est apprécié de 5,9% sur les marchés d'exportation et de 19,2% sur les marchés de production. La hausse du prix du bouc constatée correspond à un prix moyen de transaction de 27 132 FCFA et 33 129 FCFA sur les différents marchés. Cependant, comparativement au même trimestre 2018, les prix au producteur et à l'exportation observés au cours de ce trimestre sont en baisse respectivement de 9,8% et de 7,4%.

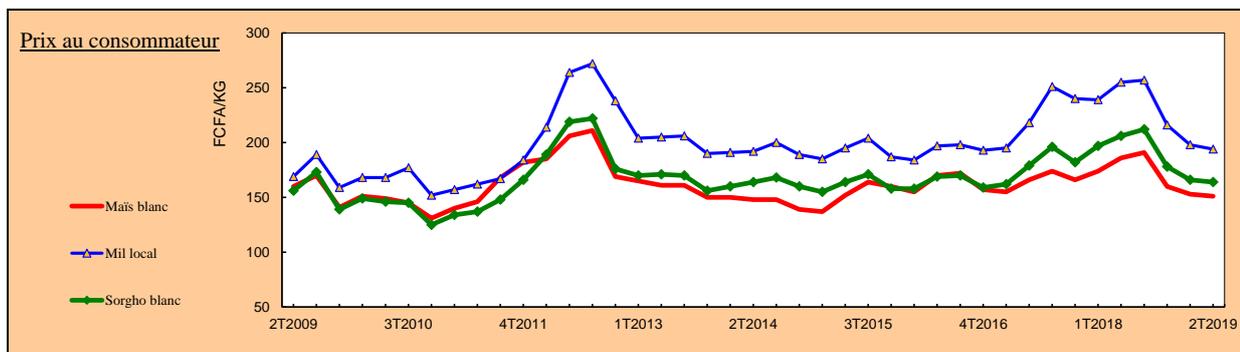
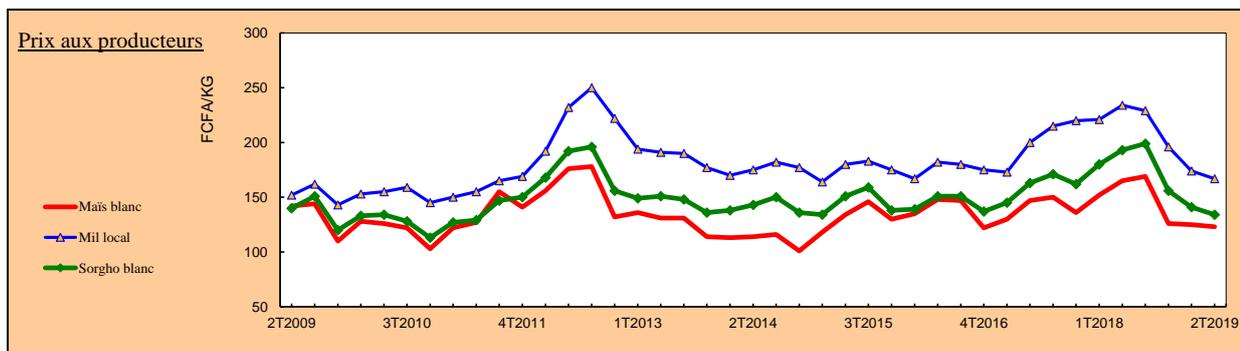
Le prix du poulet n'a pas connu de variation significative (quasi stabilité) par rapport au trimestre écoulé sur les marchés. Quant au prix de la pintade, il a été en hausse sur les marchés d'exportation de 7,4%. Comparativement au deuxième trimestre de 2018, les niveaux du prix de la volaille sont restés en baisse sur les marchés d'au moins 1%.

La hausse des prix des petits ruminants et de la pintade ainsi que la quasi stabilité du prix du poulet s'expliqueraient par la hausse de la demande observée au cours de la période suite aux événements sociaux (baptêmes et funérailles) et des fêtes (Pâques et Ramadan).

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2018	2018	2018	2019	2019	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	165,0	169,0	126,0	125,0	123,0	-1,6%	-25,5%
Prix au consommateur du maïs blanc	186,0	191,0	160,0	153,0	151,0	-1,3%	-18,8%
Prix au producteur du mil local	234,0	229,0	196,0	174,0	167,0	-4,0%	-28,6%
Prix au consommateur du mil local	255,0	257,0	216,0	198,0	194,0	-2,0%	-23,9%
Prix au producteur du sorgho blanc	193,0	199,0	156,0	141,0	134,0	-5,0%	-30,6%
Prix au consommateur du sorgho blanc	206,0	212,0	178,0	166,0	164,0	-1,2%	-20,4%



Sur l'ensemble des marchés, une bonne disponibilité et une offre supérieure à la normale a été observée durant le second trimestre de l'année 2019. Les stocks commerçants et paysans sont toujours assez importants, ce qui dénote une difficulté d'écoulement des produits tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. La demande reste également faible car les stocks ménages sont toujours à un niveau assez bon. Cette situation pourrait s'expliquer par une réduction des flux au niveau des marchés des régions du Sahel et du Nord à cause de la situation sécuritaire. Ces marchés avaient l'habitude d'absorber le surplus de production des zones de production (régions des Hauts-Bassins, de la Boucle du Mouhoun et des Cascades). Aussi, une bonne production céréalière a été enregistrée dans les pays habituellement demandeurs de nos céréales (Niger, Côte d'Ivoire, Mali), ce qui a considérablement réduit les flux externes.

L'une des principales conséquences de la hausse de l'offre par rapport à la demande est la baisse des prix. Une baisse qui se veut atypique à l'entame de la période de soudure.

Sur les marchés de collecte, les prix moyens se situaient à 123 FCFA/Kg pour le maïs, à 167 FCFA/Kg pour le mil et à 134 FCFA/Kg pour le sorgho. Par rapport au trimestre précédent, il ressort des variations de -1,6% pour le maïs, de -4,0% pour le mil et de -5,0% pour le sorgho. Comparés au même trimestre de l'année passée, de fortes baisses ont été enregistrées : -25,5% pour le maïs, -28,6% pour le mil et -30,6% pour le sorgho. Par rapport à la moyenne quinquennale, ces prix sont en baisse de 14,0%, 14,3%, et 16,4% respectivement pour le maïs, le mil et le sorgho.

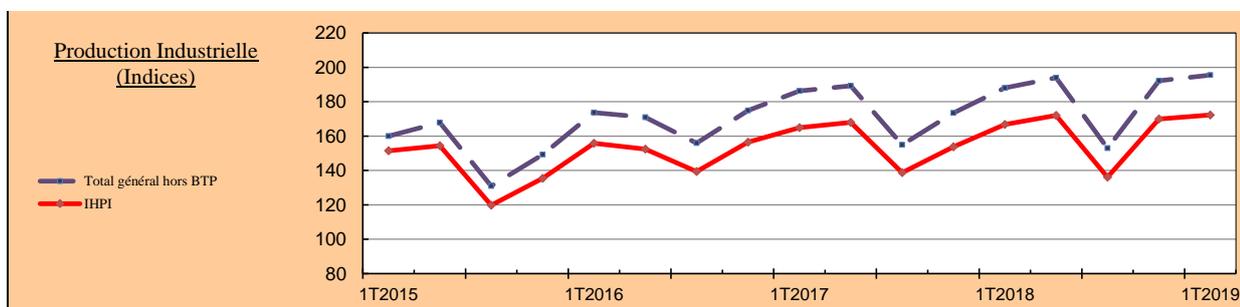
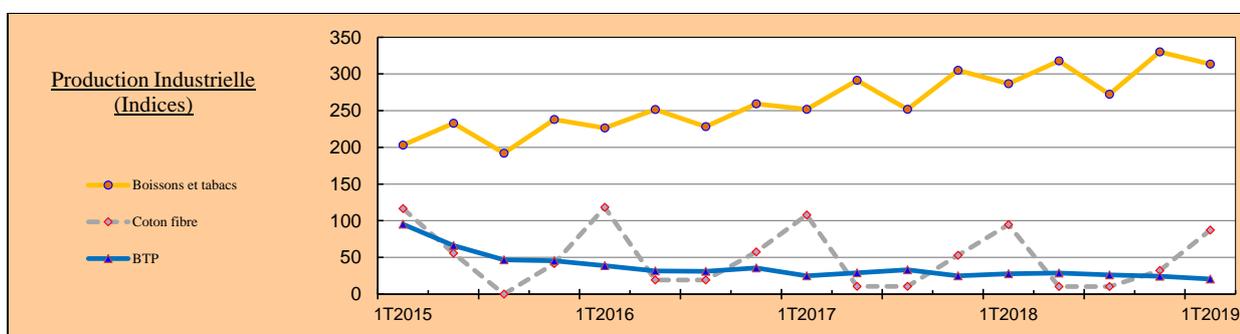
Sur les marchés de détail, le kilogramme de céréales se négociait à 151 FCFA pour le maïs, à 194 FCFA pour le mil et à 164 FCFA pour le sorgho. Ce qui donne des variations en baisse par rapport au trimestre précédent de 1,3% pour le maïs, de 2,0% pour le mil et de 1,2% pour le sorgho. Par rapport au second trimestre de 2018, le constat est le même : -18,8% pour le maïs, -23,9% pour le mil et -20,4% pour le sorgho. Comparés à la moyenne des cinq dernières années, il est ressorti des baisses de 9,1%, de 9,0% et de 7,6% respectivement pour le maïs, le mil et le sorgho.

Les prochains mois marqueront la période de soudure avec normalement une baisse de l'offre et une hausse saisonnière de prix de céréales. La physionomie de la prochaine campagne agricole déterminera l'évolution des prix des céréales sur les marchés mais les prix demeureront en dessous de ceux de la moyenne quinquennale.

Sources : M.A.A.H. / SO.NA.GE.S.S.

INDICE HARMONISE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (IHPI)

IHPI Trimestriel Base 100 en 2007, Données brutes.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2018	2018	2018	2018	2019	trimestriel	annuel
COTON FIBRE (SOFITEX)	94,7	10,3	10,3	32,1	87,2	171,9%	-7,9%
PRODUITS ALIMENT., BOISSONS ET TABACS	223,5	234,6	186,6	243,5	243,3	-0,1%	8,9%
INDUSTRIES DES TEXTILES (y compris coton)	99,5	22,8	13,4	42,6	92,7	117,8%	-6,8%
INDUSTRIES EXTRACTIVES	1 517,6	1 926,5	1 772,6	2 069,9	1 772,3	-14,4%	16,8%
INDUSTRIES MANUFACT. (Hors Coton)	149,3	157,8	134,8	164,9	170,2	3,2%	14,0%
BOISSONS ET TABAC	286,8	317,8	272,3	330,1	313,3	-5,1%	9,3%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACT.	149,3	157,8	134,8	164,9	170,2	3,2%	14,0%
BOULANGERIES, MEUNERIES	136,7	137,9	146,6	324,9	225,1	-30,7%	64,7%
AUTRES INDUST. ALIMENTAIRES	95,9	65,5	8,3	54,9	96,8	76,3%	0,9%
INDUST. TEXTILES (Hors SOFITEX)	148,3	148,3	148,3	148,3	148,3	0,0%	0,0%
INDUSTRIES CHIMIQUES	75,9	77,7	42,3	60,6	77,7	28,3%	2,4%
OUVRAGES EN BOIS ET METAUX	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	0,0%	0,0%
ELECTRICITE, GAZ ET EAU	196,2	216,0	130,1	166,2	148,9	-10,4%	-24,1%
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	27,6	28,6	26,2	24,5	20,6	-15,8%	-25,5%
TOTAL GENERAL HORS BTP	188,0	193,9	153,0	192,2	195,5	1,7%	4,0%
IHPI	166,8	172,0	136,1	170,0	172,3	1,4%	3,3%



Au premier trimestre 2019, l'activité industrielle poursuit timidement sa progression entamée au trimestre précédent. Ainsi, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI), établi à 172,3, est en hausse de 1,4% en glissement trimestriel et de 3,3% par rapport au premier trimestre 2018.

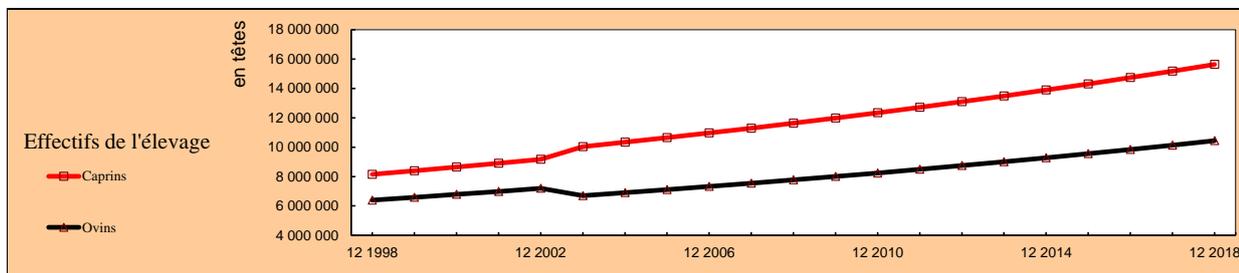
La hausse constatée est imputable principalement aux industries textiles et aux autres industries alimentaires. En effet, l'activité d'égrenage de coton se poursuit au cours du premier trimestre 2019 et l'indice de la branche enregistre une hausse en glissement trimestriel (+171,9%). Mais, en glissement annuel, l'indice baisse de 7,9%. De même, les autres industries alimentaires ont connu une embellie au cours du trimestre. L'indice du secteur est en effet en hausse de 76,3% en glissement trimestriel. En glissement annuel, l'indice enregistre une hausse de moindre ampleur (+0,9%). Par ailleurs, l'indice des industries chimiques est en hausse aussi bien en glissement trimestriel (+28,3%) qu'annuel (+2,4%).

Certaines branches d'activités ont cependant connu un repli au premier trimestre 2019. Il s'agit notamment des industries extractives, des industries de fabrication de matériaux de construction et des industries énergétiques dont les indices ont connu des baisses respectives de 14,4%, 15,8% et 10,4%, en glissement trimestriel. Comparativement au même trimestre de l'année précédente, les indices des industries de fabrication de matériaux de construction et de celles de production d'eau, d'électricité et de gaz, enregistrent des baisses plus importantes (-25,5% et -24,1% respectivement). Par contre, par rapport au premier trimestre de l'année 2018, l'indice des industries extractives enregistre une hausse relativement forte de 16,8%.

Source : MINEFID / INSD

EFFECTIFS DU SECTEUR DE L'ÉLEVAGE

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	déc 2014	déc 2015	déc 2016	déc 2017	déc 2018	Croissance moyenne	
						2014-2018	2017-2018
Effectif de bovins (en têtes)	9 090 718	9 272 510	9 457 934	9 647 073	9 839 995	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	9 277 746	9 556 056	9 842 712	10 137 973	10 442 084	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	13 891 447	14 308 172	14 737 393	15 179 490	15 634 856	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de têtes)	42 220	43 487	44 792	46 135	47 519	3,0%	3,0%

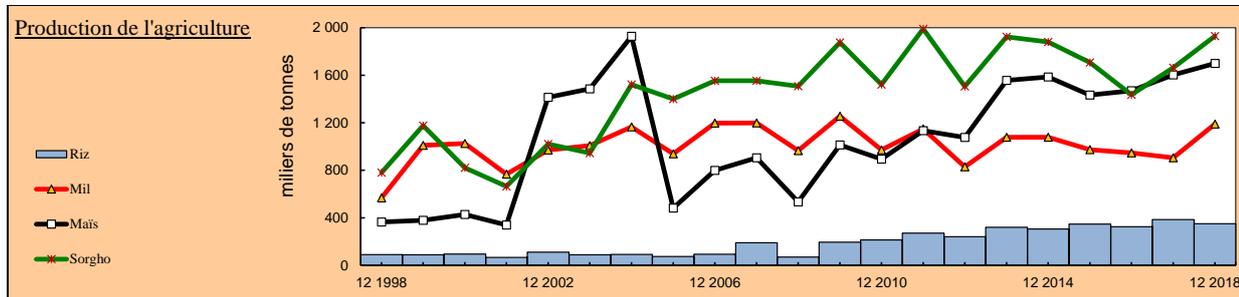


Le lancement de la Première Enquête Nationale sur le Cheptel (ENC 1) à Mogtédou dans la région du Plateau Central, le 19 Novembre 2018 par le Ministre des ressources animales et halieutiques permettra d'actualiser les effectifs tant attendu des animaux. En attendant cette actualisation, les effectifs du cheptel 2018, estimés sur la base des données de la dernière Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel croitraient de 2% pour les bovins et de 3% pour les petits ruminants et la volaille.

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Production de l'agriculture (tonnes)	déc 2014	déc 2015	déc 2016	déc 2017	déc 2018	Croissance moyenne	
						2014-2018	2017-2018
Production brute totale de céréales	4 469 300	4 189 665	4 567 066	4 063 198	5 180 702	3,8%	27,5%
dont : Production brute de mil	972 539	946 184	905 071	928 234	1 189 079	5,2%	28,1%
dont : Production brute de sorgho	1 707 613	1 435 640	1 663 844	1 365 898	1 929 834	3,1%	41,3%
dont : Production brute de maïs	1 433 085	1 469 612	1 602 525	1 533 431	1 700 127	4,4%	10,9%
dont : Production brute de riz (pluvial et irrigué)	347 501	325 138	384 690	325 566	350 392	0,2%	7,6%

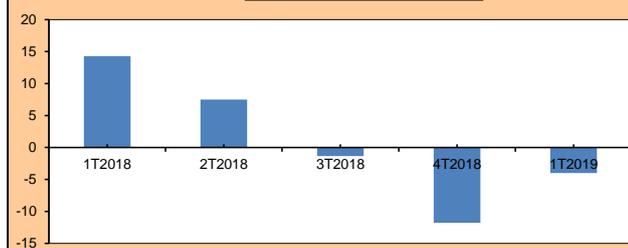


Le second trimestre a été marqué par le lancement officiel de la campagne agricole 2019-2020 à Tiefora dans la région des Cascades le 25 mai 2019. Placée sous le thème : « Quel modèle d'exploitation pour une transformation structurelle et une résilience du secteur agricole ? », la cérémonie officielle de lancement a permis de partager les grandes orientations du département et les mesures d'accompagnement aux producteurs pour la campagne agricole de saison humide. Pour cette campagne, il est attendu 5 800 000 tonnes de céréales, 1 700 462 tonnes de cultures de rente et 986 946 tonnes de cultures vivrières.

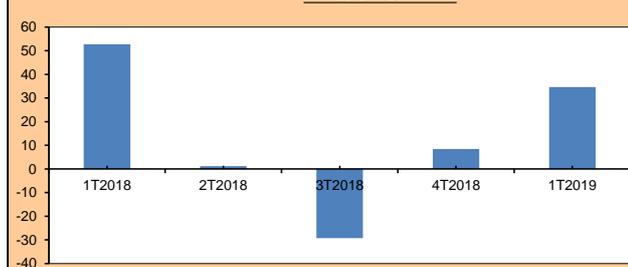
Pour ce faire, des mesures d'accompagnement conséquentes sont mises à la disposition des producteurs. Outre les travaux d'aménagement de terres et l'extension de périmètres irrigués, le gouvernement met cette année à la disposition des producteurs des intrants et des équipements agricoles :

- 33 500 tonnes d'engrais minéraux ;
- 4 300 tonnes de semences améliorées ;
- 119 000 litres de pesticides pour la lutte contre les nuisibles ;
- 5 635 outils de vulgarisation agricole ;
- 20 900 unités de matériels agricoles ;
- 125 tracteurs équipés ;
- 100 égraineuses multifonction ;
- 143 motoculteurs avec accessoires.

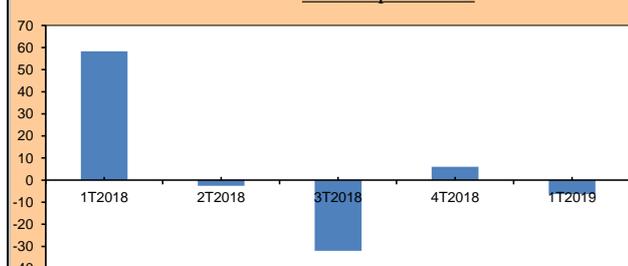
L'occasion a été pour les producteurs de Tiefora de rentrer en possession de leurs intrants et équipements agricoles des mains des ministres en charge du développement rural.

SOLDES D'OPINION (%) DES CHEFS D'ENTREPRISES...**... sur le climat des affaires****Climat des affaires**

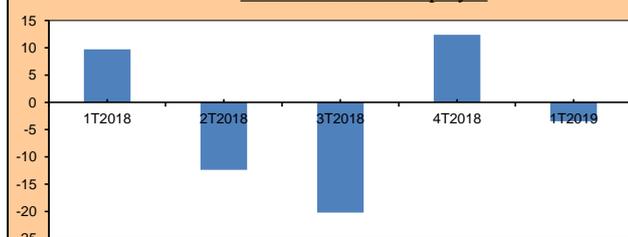
La détérioration du climat des affaires entamée au quatrième trimestre 2018 s'est poursuivie au premier trimestre 2019.

... sur les recettes**Recettes**

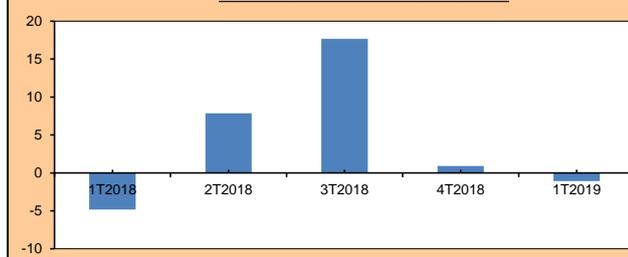
Toutefois, dans cet environnement économique défavorable, les ventes ont enregistré une hausse par rapport au dernier trimestre 2018 de l'année.

... sur la production**Production**

Par contre la production est ressortie à la baisse au premier trimestre 2019.

... sur les effectifs employés**Effectifs employés**

La situation de la trésorerie des entreprises s'est un peu dégradé dans son l'ensemble au quatrième trimestre 2018.

... sur la situation de la trésorerie**Trésorerie des entreprises**

En dépit de la hausse des recettes, la situation de la trésorerie des entreprises s'est dégradée dans l'ensemble.

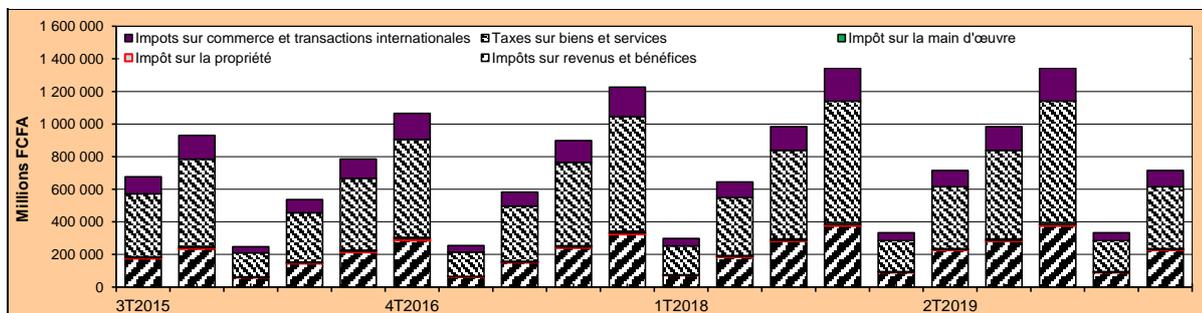
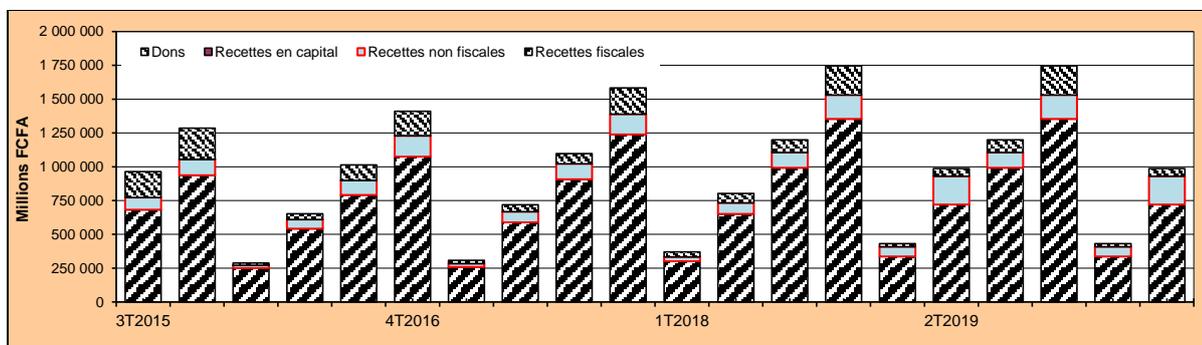
Source : MINEFID / INSD

Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat, à fin juin 2019, s'est soldée par un déficit (base engagement) de 73,70 milliards de FCFA, en amélioration de 18,90 milliards de FCFA comparativement à son niveau un an plus tôt.

RECETTES TOTALES ET DONS

RECETTES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2016)	2. Trim. 2018	3. Trim. 2018	4. Trim. 2018	1. Trim. 2019	2. Trim. 2019	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Recettes totales et dons	1 570 175,7	803 040,3	1 198 540,5	1 745 866,1	431 783,1	986 070,1	62,8%	22,8%
Recettes totales	1 283 901,5	733 230,2	1 105 140,2	1 530 775,1	408 284,5	929 828,0	72,4%	26,8%
Recettes courantes	1 283 901,5	733 230,2	1 105 140,2	1 530 775,1	408 284,5	929 828,0	72,4%	26,8%
Recettes fiscales	1 127 291,3	650 868,5	992 285,5	1 354 257,1	335 992,4	720 318,9	63,9%	10,7%
Impôts sur revenu et bénéfices	307 416,6	184 663,2	281 518,2	375 600,9	89 293,7	226 601,0	73,7%	22,7%
Impôt sur la main d'œuvre	19 132,2	6 054,8	9 238,2	12 426,5	3 200,4	6 450,4	33,7%	6,5%
Taxes sur biens et services	607 410,3	356 279,3	542 745,0	744 879,1	190 221,9	379 206,6	62,4%	6,4%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	182 742,2	95 153,2	145 478,3	202 146,7	48 703,8	99 436,6	54,4%	4,5%
Autres recettes fiscales	10 590,0	5 610,7	8 341,1	11 398,7	2 670,5	5 321,2	50,2%	-5,2%
Recettes non fiscales	156 610,2	82 361,7	112 854,7	176 518,0	72 292,1	209 509,0	133,8%	154,4%
Recettes en capital	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Dons	286 274,2	69 810,1	93 400,2	215 091,0	23 498,6	56 242,1	19,6%	-19,4%
Projets	213 771,5	49 477,1	64 045,0	122 390,1	17 190,3	49 933,8	23,4%	0,9%
Programmes	72 502,7	20 333,1	29 355,3	92 700,9	6 308,3	6 308,3	8,7%	-69,0%



Le TOFE affiche un niveau de mobilisation des recettes totales et dons de 986,07 milliards de FCFA contre 803,04 milliards de FCFA à la même période en 2018, soit un accroissement de 183,03 milliards de FCFA (+22,8%). Cette progression est due uniquement à la hausse des recettes propres.

Les recettes propres se sont établies à 929,83 milliards de FCFA, en hausse de 196,44 milliards de FCFA (+26,8%) par rapport à fin juin 2018. Ce résultat est attribuable aussi bien à l'accroissement des recettes fiscales de 69,45 milliards de FCFA (+10,7%), qu'à celui des recettes non fiscales de 127,15 milliards de FCFA (+154,4%).

La progression des recettes fiscales s'explique essentiellement par la hausse constatée au niveau des « impôts sur revenus et bénéfices » (+41,94 milliards de FCFA), de la « taxe sur biens et services » (+22,93 milliards de FCFA), et des « impôts sur commerce et transactions internationales » (+4,28 milliards de FCFA).

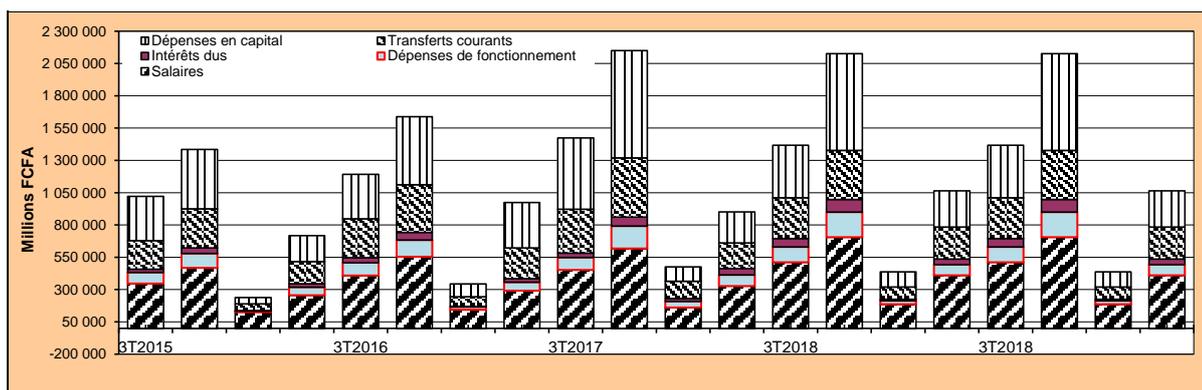
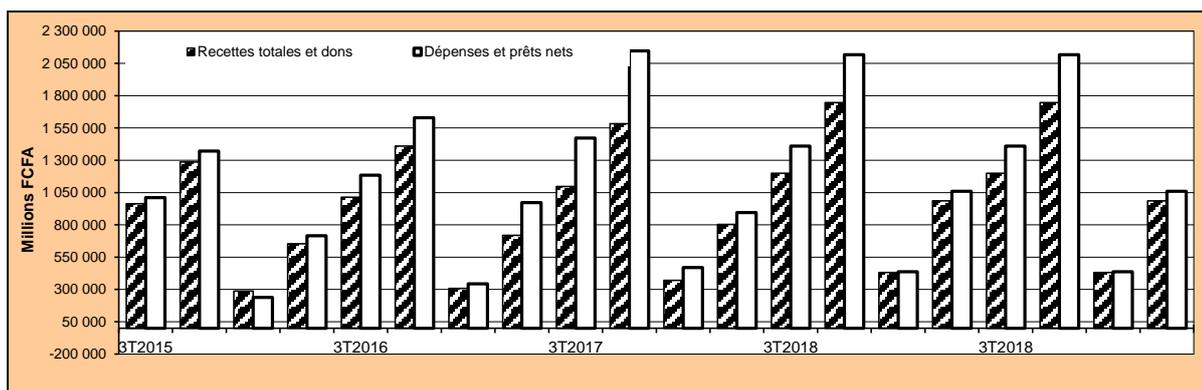
Les recettes non fiscales ont marqué une hausse importante à fin juin 2019, passant de 112,85 milliards de FCFA à fin juin 2018 à 209,51 milliards de FCFA. Cette hausse résulte principalement de celle des ventes non industriels (+121,18 milliards de FCFA) consécutive aux recettes des licences de téléphonie.

La mobilisation des dons s'est chiffrée à 56,24 milliards de FCFA à fin juin 2019 contre 69,81 milliards de FCFA à fin juin 2018, soit une baisse de 13,56 milliards de FCFA. Cette évolution est fortement marquée par celle des dons programmes de 14,02 milliards de FCFA.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

DEPENSES ET PRETS NETS

DEPENSES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2016)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2018	2018	2018	2019	2019		
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Dépenses et prêts nets	1 796 632,1	895 644,4	1 410 370,8	2 116 480,3	437 236,3	1 059 774,1	59,0%	18,3%
Dépenses	1 799 564	901 706,3	1 416 940,6	2 126 579,1	437 743,3	1 064 039,6	59,1%	18,0%
Dépenses courantes	1 070 590	660 458,3	1 011 292,4	1 376 780,3	320 110,1	784 716,5	73,3%	18,8%
Salaires	519 075	328 058,0	511 743,1	705 106,9	187 216,6	410 576,0	79,1%	25,2%
Dépenses de fonctionnement	140 308	84 916,5	117 835,3	195 194,7	25 535,9	82 520,4	58,8%	-2,8%
Intérêts dus	49 512	50 987,8	65 335,4	97 240,5	12 241,6	42 722,2	86,3%	-16,2%
Transferts courants	361 696	196 496,1	316 378,6	379 238,4	95 116,1	248 897,9	68,8%	26,7%
Dépenses en capital	728 973	241 247,9	405 648,2	749 798,8	117 633,2	279 323,1	38,3%	15,8%
financées sur ressources propres	366 395	136 269,4	264 806,8	443 309,0	63 928,1	159 111,8	43,4%	16,8%
Prêts nets	-2 932	-6 061,9	-6 569,8	-10 098,8	-507,0	-4 265,5	145,5%	-29,6%



Les dépenses totales et prêts nets se sont chiffrés à 1059,77 milliards de FCFA à fin juin 2019 contre 895,64 milliards de FCFA à la même période en 2018, soit une augmentation de 164,13 milliards de FCFA (+18,33%). Cette hausse est imputable aussi bien à celle des dépenses courantes de 124,26 milliards de FCFA ainsi qu'à celle des dépenses en capital de 38,08 milliards de FCFA.

Les dépenses courantes, en hausse de 18,81% par rapport à fin juin 2018, ont été exécutées à hauteur de 784,72 milliards de FCFA à fin juin 2019. Cette augmentation est imputable aux dépenses de personnel (+82,52 milliards de FCFA) et aux dépenses de transferts courants (+52,40 milliards de FCFA). Quant aux paiements des intérêts de la dette et des dépenses de fonctionnement, elles ont connu une baisse respectivement de 8,27 milliards de FCFA et 2,40 milliards de FCFA.

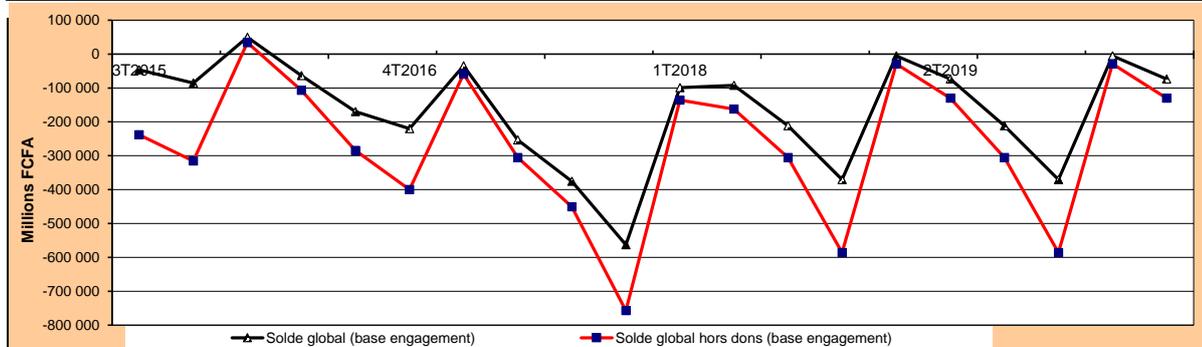
L'augmentation des dépenses de personnel s'explique essentiellement par les effectifs additionnels, les avancements statutaires et la prise en charge financière des engagements pris par le gouvernement avec la coordination des syndicats du Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales.

Les dépenses en capital, en hausse de 15,78% par rapport à fin juin 2018, ont été exécutées à hauteur de 279,32 milliards de FCFA à fin juin 2019. Cette hausse s'explique par l'augmentation des dépenses d'investissements financées sur ressources propres de 22,84 milliards de FCFA ainsi que des dépenses d'investissement financées sur ressources extérieures de 15,68 milliards de FCFA.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

SOLDES ET FINANCEMENT

SOLDE GLOBAL (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2016)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2018	2018	2018	2019	2019		
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Solde global (base engagement)	-226 456,3	-92 604,0	-211 830,3	-370 614,2	-5 453,2	-73 704,0	32,5%	-20,4%
Solde global hors dons (base engagement)	-512 730,6	-162 414,2	-305 230,5	-585 705,2	-28 951,7	-129 946,1	25,3%	-20,0%
Solde primaire	-463 218,4	-111 426,4	-239 895,2	-488 464,8	-16 710,2	-87 223,9	18,8%	-21,7%
Solde de base	-150 152,0	-58 766,5	-165 720,0	-360 546,3	24 753,4	-10 622,6	7,1%	-81,9%
Solde global (base caisse)	-226 456,3	-169 677,2	-315 939,4	-467 262,0	-96 957,6	-129 646,4	57,3%	-23,6%
Solde global hors dons (base caisse)	-512 730,6	-239 487,3	-409 339,6	-682 353,0	-120 456,1	-185 888,5	36,3%	-22,4%

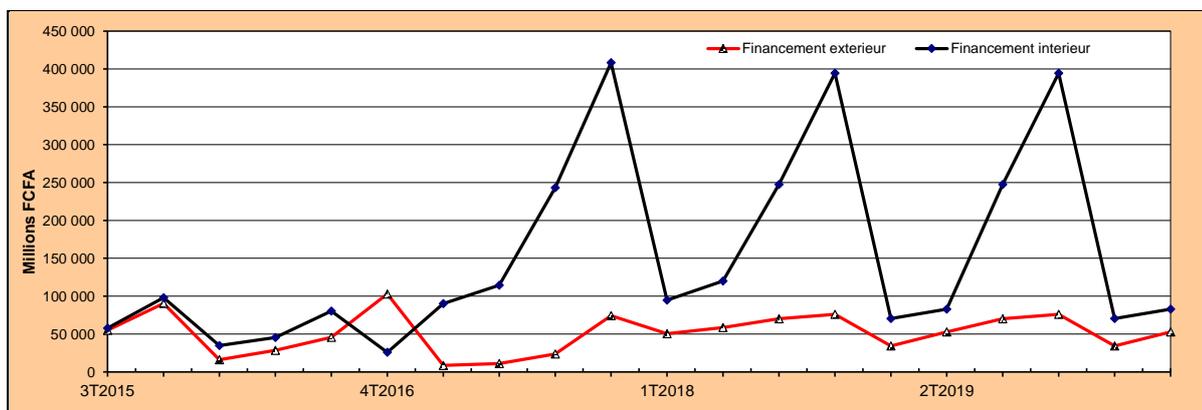


Le solde global "base engagement" des opérations financières de l'Etat s'est établi à -73,70 milliards de FCFA à fin juin 2019 contre -92,60 milliards de FCFA à fin juin 2018, en amélioration de 18,90 milliards de FCFA.

Quant au solde global base caisse, il s'est situé à -129,65 milliards de FCFA à fin juin 2019 contre -169,68 milliards de FCFA à fin juin 2018. Ce solde a été couvert par un financement intérieur net de 83,58 milliards de FCFA et un financement extérieur net de 52,83 milliards de FCFA.

Le financement intérieur à fin juin 2019 s'est caractérisé par neuf (09) émissions de bons du Trésor et six (06) émissions d'obligations du Trésor de valeurs globales respectives de 212,86 milliards de FCFA et 164,88 milliards de FCFA. Les remboursements se sont situés à 139,89 milliards de FCFA pour les bons du Trésor et à 73,87 milliards de FCFA pour les obligations.

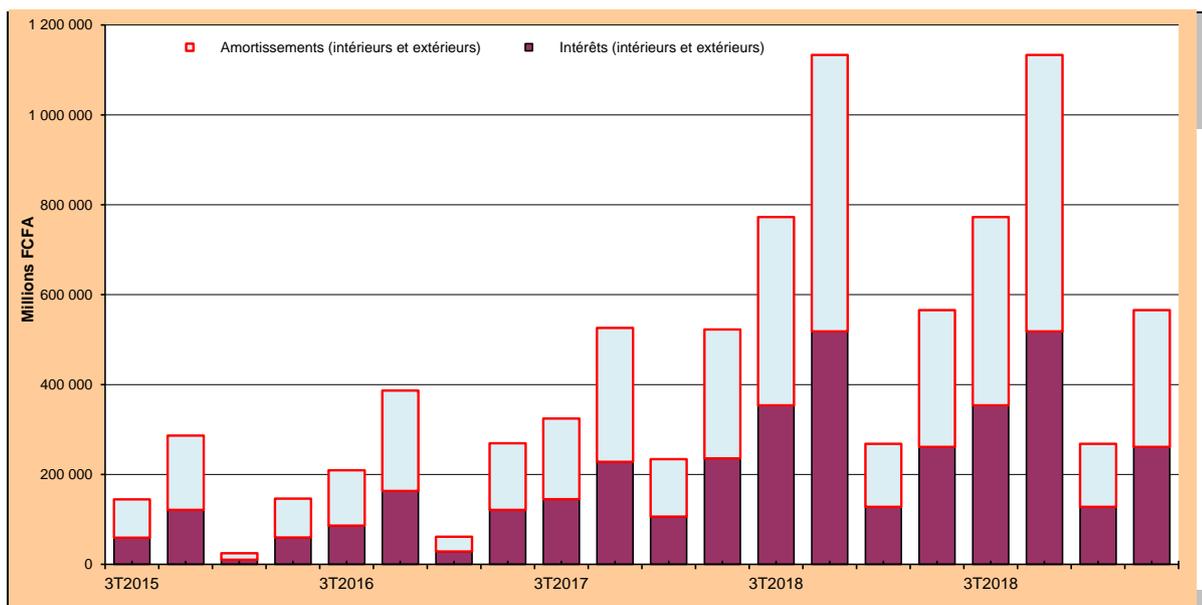
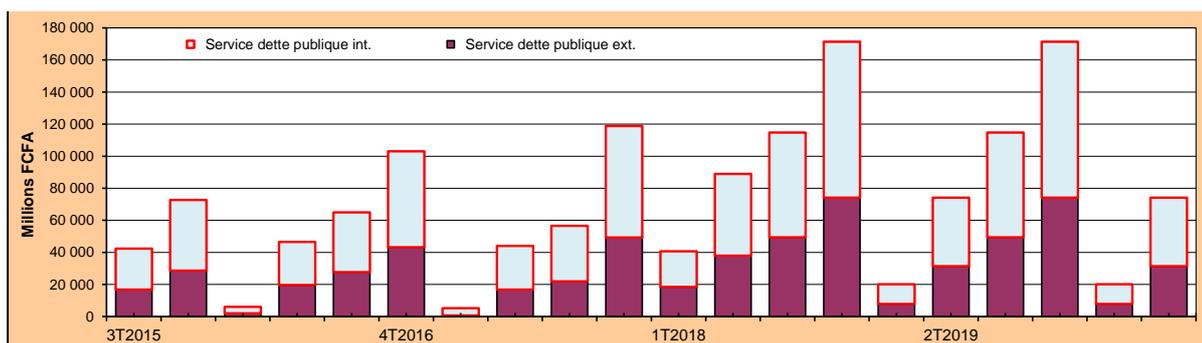
FINANCEMENT (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2016)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2018	2018	2018	2019	2019		
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Financement	226 456,3	178 571,3	317 682,5	470 480,2	104 613,9	135 611,6	59,9%	-24,1%
Financement extérieur	168 413,5	58 635,3	70 219,6	75 891,1	34 158,1	52 826,7	31,4%	-9,9%
Décaissements extérieurs	207 105,5	82 376,8	103 671,7	130 974,9	44 549,1	77 423,9	37,4%	-6,0%
Initiative PPTE (Allègements)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Amortissement de la dette extérieure	-38 692,0	-23 741,5	-33 452,1	-55 083,8	-10 391,0	-24 597,2	63,6%	3,6%
Ajustement taux de change	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Financement intérieur	58 042,9	119 936,0	247 462,9	394 589,1	70 455,9	82 784,9	142,6%	-31,0%
Financement bancaire	63 817,7	3 324,6	94 350,8	82 321,9	46 762,4	-49 076,5	-76,9%	-1576,2%
Secteur non bancaire	-5 774,8	116 611,4	153 112,1	312 267,2	23 693,5	131 861,4	-2283,4%	13,1%
Gap de financement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0%



Source : MINEFID / D.G.T.C.P

SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE

SERVICE CUMULE (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2016)	2. Trim. 2018	3. Trim. 2018	4. Trim. 2018	1. Trim. 2019	2. Trim. 2019	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Total service dette publique	195 161,3	286 759,4	419 007,9	615 369,3	140 141,6	304 219,5	155,9%	6,1%
Amortissements (int. et ext.)	145 649	235 771,7	353 672,5	518 128,8	127 900,0	261 497,3	179,5%	10,9%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	49 512	50 987,8	65 335,4	97 240,5	12 241,6	42 722,2	86,3%	-16,2%
Service dette publique int.	134 763,3	249 954,8	369 665,9	537 183,3	125 390,4	268 276,7	199,1%	7,3%
Amortissements	106 957	212 030,2	320 220,5	463 045,0	117 509,0	236 900,1	221,5%	11,7%
Intérêts	27 806	37 924,6	49 445,5	74 138,3	7 881,5	31 376,6	112,8%	-17,3%
Service dette publique ext.	60 398,0	36 804,7	49 342,0	78 186,0	14 751,1	35 942,8	59,5%	-2,3%
Amortissements	38 692	23 741,5	33 452,1	55 083,8	10 391,0	24 597,2	52,3%	3,6%
Intérêts	21 706	13 063,2	15 889,9	23 102,1	4 360,1	11 345,6	52,3%	-13,1%
Service dette ext./recettes totales	4,7%	5,0%	4,5%	5,1%	3,6%	3,9%		-1,2 points

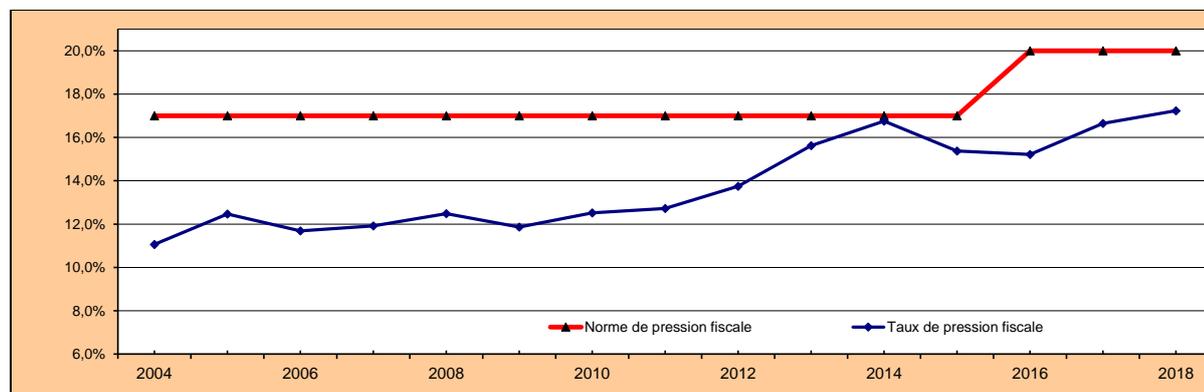


Le ratio "service de la dette extérieure/recettes totales", est évalué à 3,9% à fin juin 2019 contre 5,0% à fin juin de l'année dernière, marquant une baisse de 1,2 point de pourcentage.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes		12 2014	12 2015	12 2016	12 2017	12 2018
			Real.	Real.	Real.	Est.	Est.
Critères de 1er rang							
Solde budgétaires global / PIB nominal	\geq	-3%	-1,9%	-1,4%	-3,4%	-7,9%	-4,7%
Taux d'inflation	\leq	3%	-0,3%	-5,2%	0,4%	0,6%	0,6%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	\leq	70%	31,6%	35,5%	38,8%	38,8%	42,8%
Critères de 2nd rang							
Masse salariale / Recettes fiscales	\leq	35%	46,5%	50,0%	51,6%	49,9%	52,1%
Taux de pression fiscale	\geq	20%	15,4%	15,2%	16,6%	17,4%	17,2%



En 2018, sur la base des estimations préliminaires, le Burkina Faso a respecté deux (2) critères de premiers rang, à savoir le taux d'inflation annuel moyen et l'encours total de la dette publique rapporté au PIB nominal. Le critère clé (le solde budgétaire global, dont compris, rapporté au PIB nominal) n'est cependant pas respecté.

Quant aux deux critères de second rang, aucun n'a été respecté en 2017. Le taux de pression fiscale s'établirait à 16,9% en 2018 contre 17,2% en 2017, non conforme à la norme communautaire de 20% minimum. Le ratio masse salariale sur recettes fiscales serait de 52,1% en 2018 contre 49,9% en 2017, ne respectant pas la norme communautaire de 35% maximum.

Source : MINEFID

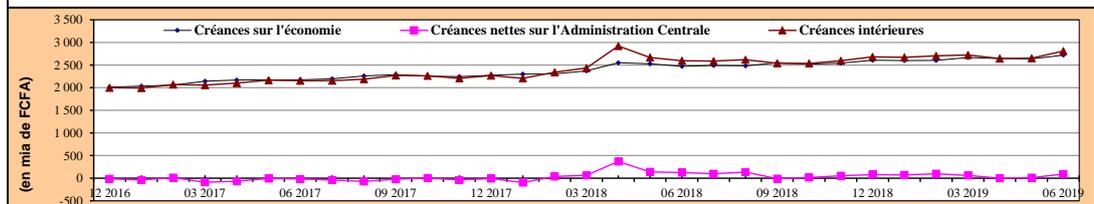
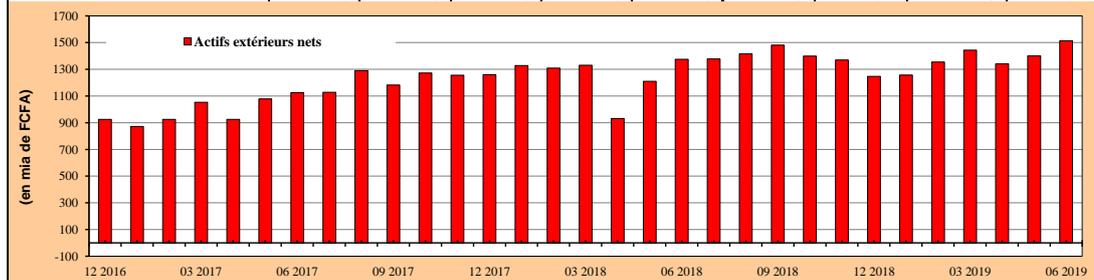
Secteur monétaire

AGREGATS MONETAIRES

L'évolution de la situation monétaire du Burkina Faso a été marquée, entre fin décembre 2018 et fin juin 2019, par un accroissement des Actifs extérieurs nets (AEN) de 23,2 milliards de FCFA (+1.6%) et une progression des créances intérieures de 190,0 milliards de FCFA (+7,0%), conduisant à un accroissement de la masse monétaire de 167,6 milliards de FCFA (+4,5%). Au cours du semestre, les passifs à caractère non monétaire se sont accrus de 56,5 milliards de FCFA (+9,0%).

Par rapport à fin juin 2018, la masse monétaire a enregistré une progression de 234,9 milliards de FCFA (+6,4%), imprimée aussi bien par les créances intérieures (+371,8 milliards de FCFA, soit +14,6%), les AEN ayant accusé un repli (-15,4 milliards de FCFA, soit -1,0%).

AGREGATS MONETAIRES En mia de Francs CFA (situation en fin de trimestre)	2. Trim. 2018	3. Trim. 2018	4. Trim. 2018	1. Trim. 2019	2. Trim. 2019	Variation				
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1	
Est.										
Circulation fiduciaire	513,3	497,9	579,9	596,9	569,2	-27,7	-4,6%	55,9	10,9%	
Dépôts transférables	1 672,7	1 547,6	1 705,7	1 835,5	1 775,4	-60,1	-3,3%	102,8	6,1%	
BCEAO	1,2	0,4	0,4	0,3	0,4	0,1	24,3%	-0,8	-67,1%	
Banques	195,7	630,6	195,7	819,5	195,7	-623,8	-76,1%	0,0	0,0%	
CCP et CNE	219,1	219,1	219,1	231,4	231,4	0,0	0,0%	12,3	5,6%	
M1	2 186,0	2 045,5	2 285,6	2 432,4	2 344,7	-87,8	-3,6%	158,7	7,3%	
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1 465,0	1 451,4	1 429,5	1 473,1	1 541,2	68,2	4,6%	76,2	5,2%	
BCEAO	1,2	0,4	0,4	0,3	0,4	0,1	24,3%	-0,8	-67,1%	
AID	1 464,7	1 451,0	1 429,2	1 472,7	1 540,9	68,2	4,6%	76,2	5,2%	
Masse monétaire (M2)	3 651,0	3 496,9	3 715,1	3 905,5	3 885,9	-19,6	-0,5%	234,9	6,4%	
Actifs extérieurs nets	1 482,1	1 246,6	1 443,5	1 512,6	1 466,7	-45,9	-3,0%	-15,4	-1,0%	
BCEAO	1,2	0,4	0,4	0,3	0,4	0,1	24,3%	-0,8	-67,1%	
Banques	1 452,4	1 328,1	1 486,2	1 603,8	1 543,7	-60,2	-3,8%	91,2	6,3%	
Créances intérieures	2 540,1	2 683,3	2 724,0	2 805,8	2 911,9	106,1	3,8%	371,8	14,6%	
Créances nettes sur l'Admin	-9,1	78,1	59,3	90,6	27,2	-63,5	-70,0%	36,3	-400,0%	
BCEAO	1,2	0,4	0,4	0,3	0,4	0,1	24,3%	-0,8	-67,1%	
Banques	1 452,4	1 328,1	1 486,2	1 603,8	1 543,7	-60,2	-3,8%	91,2	6,3%	
Créances sur l'économie	2 549,2	2 605,2	2 664,7	2 715,2	2 884,7	169,5	6,2%	335,6	13,2%	



Sources : B.C.E.A.O.

Actifs extérieurs nets

Les AEN des Institutions monétaires sont ressortis à 1 466,7 milliards de FCFA à fin juin 2019, en hausse de 1,6% par rapport à fin décembre 2018. Cette progression est imprimée aussi bien par les Autres institutions de dépôts (AID) dont les AEN se sont accrus de 13,3 milliards de FCFA (+1,2%), que par les AEN de la Banque Centrale qui ont connu un accroissement de 9,9 milliards de FCFA (+3,2%).

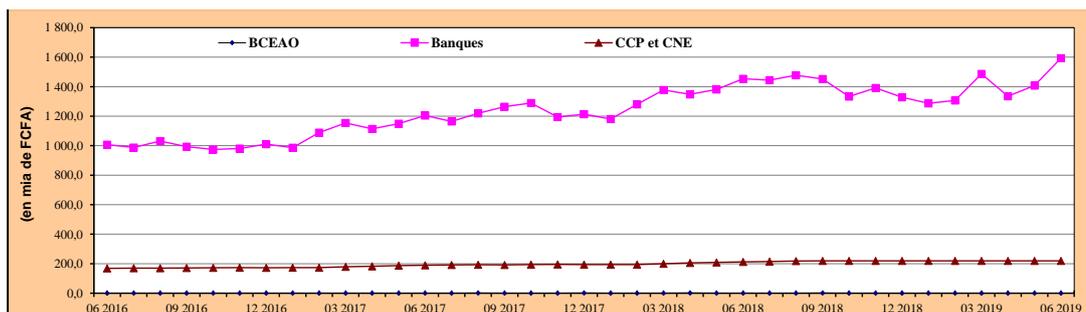
La progression des AEN des AID est due à une diminution plus importante de leurs engagements bruts vis-à-vis de l'extérieur (-78,1 milliards de FCFA) par rapport à celle de leurs créances brutes sur les non-résidents (-64,7 milliards de FCFA).

La diminution des engagements extérieurs bruts des AID, a été imprimée par le repli des dépôts reçus des non-résidents (-148,3 milliards de FCFA, soit -48,6%), les crédits obtenus des institutions financières non-résidentes étant en hausse (+61,7 milliards de FCFA, soit +38,3%).

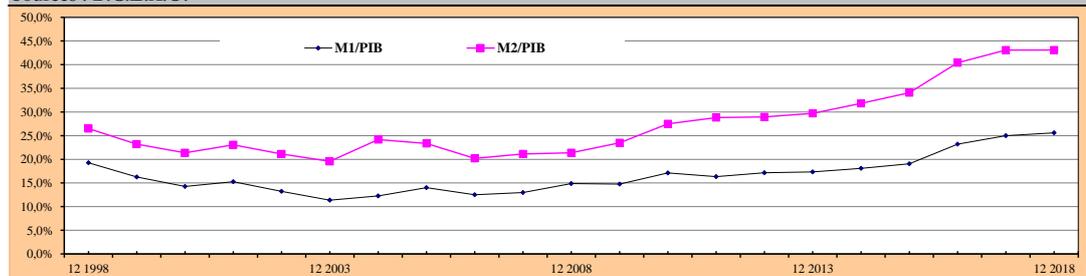
La baisse des créances brutes des AID sur l'extérieur quant à elle s'explique principalement par le repli de l'encours de leurs dépôts dans les institutions financières non résidentes (-129,8 milliards de FCFA, soit -59,2%), leurs encours de crédits octroyés aux non-résidents (+47,3 milliards de FCFA, soit +10,4%), les actions et titres de participation (+16,4 milliards) ainsi que les encours de titres publics des autres Etats de l'Union détenus (+6,0 milliards, soit +0,7%) étant en hausse.

S'agissant de l'accroissement des AEN de la Banque Centrale sur le semestre, il est la résultante d'une hausse de ses créances brutes sur les non-résidents (+185,7 milliards de FCFA, soit +20,0%), plus importante que celle de ses engagements extérieurs bruts (+175,9 milliards de FCFA, soit +28,4%).

En variation annuelle, les AEN des institutions monétaires ont connu un repli de 15,4 milliards de FCFA (-1,0%), imprimé par ceux de la BCEAO (-95,0 milliards de FCFA, soit -22,9%), ceux des AID ayant marqué une hausse (+79,6 milliards de FCFA, soit +7,5%).



Sources : B.C.E.A.O.



Créances intérieures

Les créances intérieures se sont établies à 2 911,9 milliards de FCFA à fin juin 2019 contre 2 721,9 milliards de FCFA à fin décembre 2018, soit une progression de 190,0 milliards de FCFA (+7,0%) sur le semestre. Cet accroissement est imputable à une augmentation des créances sur l'économie de 220,0 milliards de FCFA (+8,3%), les Créances Nettes du système bancaire sur l'Administration Centrale (CN-AC) s'étant repliées de 30,0 milliards de FCFA (-52,5%).

En variation annuelle, les créances intérieures ont progressé de 371,8 milliards de FCFA (+14,6%), sous l'effet de la hausse des créances sur l'économie de 335,6 milliards de FCFA (+13,2%) et des CN-AC (+36,3 milliards de FCFA).

Les crédits à l'économie se sont situés à 2 884,7 milliards de FCFA à fin juin 2019, après un niveau de 2 664,7 milliards de FCFA à fin décembre 2018, soit une hausse de 220,0 milliards de FCFA dont notamment +150,3 milliards de FCFA de crédits au secteur privé et +65,6 milliards de FCFA aux sociétés non financières publiques.

Au premier semestre 2018, les crédits à l'économie avaient augmenté de 7,5% par rapport à leur niveau de 2 370,2 milliards de FCFA à fin décembre 2017.

Par rapport à fin juin 2018, les crédits à l'économie ont enregistré une hausse de 335,6 milliards de FCFA (+13,2%), dont +174,8 milliards de FCFA de crédits au secteur privé et +164,0 milliards de FCFA aux sociétés non financières publiques.

S'agissant des Créances nettes du système bancaire sur l'Administration centrale (CN-AC), elles ont connu une diminution de 30,0 milliards de FCFA (-52,5%) par rapport à leur niveau à fin décembre 2018, enregistrée au niveau de la BCEAO dont les créances nettes vis-à-vis du Trésor public se sont réduites (-88,7 milliards de FCFA), en lien avec la progression des dépôts d'Etat (+83,2 milliards de FCFA) combinée à la hausse les crédits du FMI (+5,6 milliards de FCFA).

Quant aux créances nettes des banques commerciales sur l'Administration centrale, elles se sont accrues de 58,7 milliards de FCFA, suite à la progression des créances brutes sur l'Etat, notamment sous forme notamment de titres publics (+70,5 milliards de FCFA), les dépôts de l'Etat n'ayant progressé que 10,1 milliards de FCFA.

En variation annuelle, les CN-AC ont enregistré un accroissement de 36,3 milliards, enregistré au niveau de la BCEAO (+83,9 milliards de FCFA), les créances des banques commerciales s'étant réduites de 47,7 milliards.

Masse monétaire et ses composantes

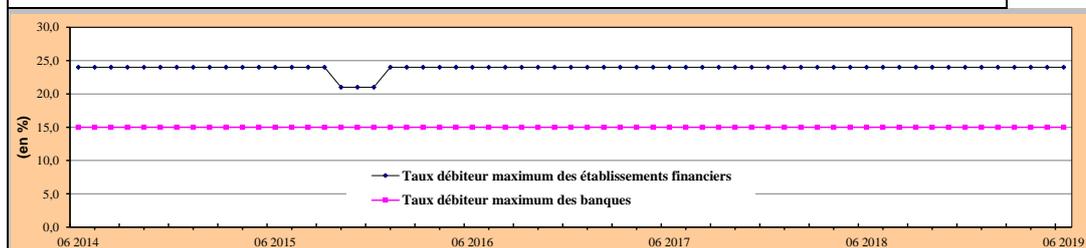
En lien avec l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a progressé de 167,6 milliards de FCFA (+4,5%) entre fin décembre 2018 et fin juin 2019. Cet accroissement est imprimé exclusivement par les dépôts (+176,2 milliards de FCFA, soit +5,6%), la circulation fiduciaire étant en baisse (-8,6 milliards de FCFA, soit -1,5%). Au premier semestre 2018, la masse monétaire avait enregistré une augmentation de 284,2 milliards de FCFA (+8,4%) suite à une hausse des dépôts (+248,8

AGREGATS MONETAIRES	déc.14	déc.15	déc.16	déc.17	déc.18
M1/PIB	19,0%	23,2%	25,0%	Est. 28,4%	Est. 25,6%
M2/PIB	34,1%	40,4%	43,1%	47,2%	43,1%

Sources : B.C.E.A.O.

TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Variation	
	2018	2018	2018	2019	2019	Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Taux de base minimum des banques	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des banques	13,2	13,2	13,2	13,2	13,2	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des banques	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux de base minimum des établissements financiers	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio Francs)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%



Sources : B.C.E.A.O.

Taux d'intérêt

Au cours du deuxième trimestre 2019, les taux directeurs de la BCEAO n'ont pas enregistré de modification. En effet, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités est demeuré à 2,50%, niveau en vigueur depuis le 16 septembre 2013. De même, le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension) est demeuré à 4,50%, taux en vigueur depuis le 16 décembre 2016 (un taux 3,50% était en vigueur depuis le 16 septembre 2013).

S'agissant des conditions de banque, sur la base des informations issues de l'enquête mensuelle effectuée régulièrement par la BCEAO, le volume de nouveaux crédits octroyés par les banques de la place s'élève à 860,6 milliards de FCFA au premier semestre 2019 contre 866,7 milliards de FCFA au premier semestre 2018, soit une baisse de 0,7%. Le taux moyen appliqué aux crédits au cours de la période sous revue s'est établi à 7,20% contre 7,35% à la même période en 2018, soit une baisse de 0,15 point de pourcentage sur un an.

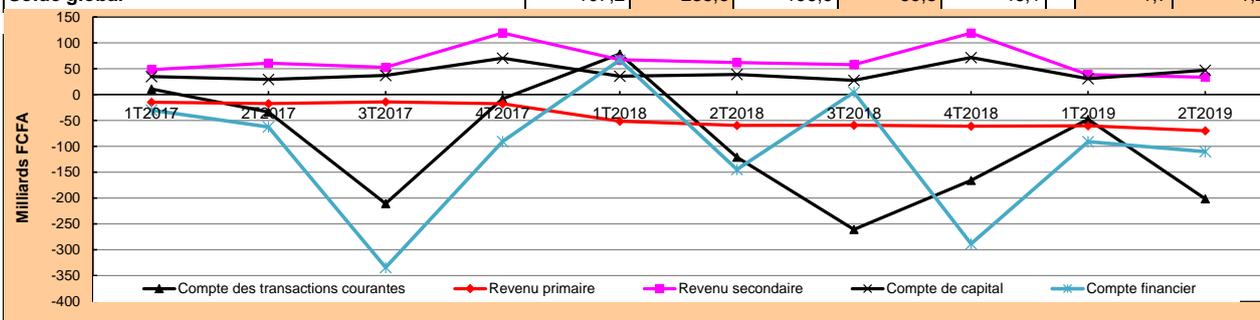
Le volume des dépôts collectés par le système bancaire au cours des six premiers mois de l'année 2019 s'établit à 839,6 milliards de FCFA, après 761,4 milliards de FCFA collectés au premier semestre 2018, soit une progression de 10,3%. Le taux de rémunération moyen de ces dépôts est ressorti à 5,73% contre 5,50% au premier semestre 2018, soit un rehaussement de 0,23 point de pourcentage.

Secteur extérieur

BALANCE DES PAIEMENTS

Au deuxième trimestre de l'année 2019, les transactions du Burkina Faso avec l'extérieur se sont traduites par un déficit global de 46,1 milliards, contre un excédent de 69,3 milliards au premier trimestre 2019 et un excédent de 107,2 milliards enregistrés au deuxième trimestre de l'année précédente. La détérioration du solde global en variation trimestrielle (-115,3 milliards) est attribuable au compte des transactions courantes, les comptes financiers et de capital ayant enregistré une amélioration.

Balance des paiements (En mia de Francs CFA)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2018	2018	2018	2019	2019	trimestriel	annuel
Compte des transactions courantes	-121,2	-260,9	-165,9	-47,7	-201,4	3,2	0,2
Biens et services	-123,5	-259,6	-224,0	-26,0	-165,0	5,4	-0,3
Biens	-46,4	-176,9	-123,1	43,2	-87,5	-3,0	-0,3
Services	-77,1	-82,6	-100,9	-69,2	-77,5	0,1	-0,2
Revenu primaire	-59,5	-59,3	-61,1	-60,4	-70,0	0,2	0,1
– Intérêt sur dette publique	-9,4	-2,8	-15,9	-7,6	-16,7	1,2	0,1
Revenu secondaire	61,8	57,9	119,1	38,7	33,6	-0,1	-0,7
Administrations publiques	5,6	3,0	56,0	1,5	-5,2	-4,5	-1,1
Autres secteurs	56,2	54,9	63,1	37,2	38,8	0,0	-0,4
– Envois de fonds des travailleurs	51,0	50,1	58,8	37,6	39,2	0,0	-0,3
Compte de capital	39,0	27,6	71,7	30,7	47,1	0,5	-0,3
Transferts de capital	39,0	27,6	71,7	30,6	47,0	0,5	-0,3
Administration publique	26,3	14,6	58,3	17,2	32,7	0,9	-0,4
Autre secteurs	12,8	13,0	13,3	13,4	14,3	0,1	0,1
Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comp)	-82,1	-233,3	-94,2	-17,0	-154,3	8,1	0,6
Compte financier	-144,8	4,6	-288,4	-91,0	-110,3	0,2	-0,6
Investissement direct	1,0	0,9	2,1	4,9	2,7	-0,5	0,3
Titres de participation	-15,8	-15,9	-14,5	-24,0	-24,8	0,0	0,7
Instruments de dettes	16,8	16,8	16,6	28,9	27,5	0,0	0,7
Investissements de portefeuille	-37,4	-37,3	-39,9	-40,9	-43,4	0,1	0,1
Titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Titres de créances (Bons et obligation du Trésor)	-37,4	-37,3	-39,9	-40,9	-43,4	0,1	0,1
Autres investissements	-108,4	41,1	-250,7	-55,0	-69,6	0,3	-0,7
Administrations publiques	-166,0	-144,0	-67,4	-55,8	-37,4	-0,3	-0,4
Solde global	107,2	-235,6	196,9	69,3	-46,1	-1,7	-1,2



Le compte des transactions courantes

Le solde du compte des transactions courantes s'est détérioré de 115,3 milliards au deuxième trimestre 2019 en ressortant en déficit de 201,4 milliards, après un déficit de 47,7 milliards au premier trimestre 2019. Cette évolution défavorable est imputable à l'accroissement des déficits des échanges de biens et services et du compte de revenu primaire, en plus de la réduction de l'excédent du compte du revenu secondaire au cours de la période sous revue.

Par rapport au deuxième trimestre de l'année 2018 où il avait été observé un déficit courant de 121,2 milliards, le trimestre sous revue a enregistré une détérioration de 80,2 milliards, imprimée par l'ensemble des sous-comptes courants.

La balance des biens s'est détériorée en variation trimestrielle, en passant d'un excédent de 43,2 milliards au premier trimestre 2019 à un déficit de 87,5 milliards au deuxième trimestre 2019. Cette évolution résulte d'une contraction des exportations (-124,0 milliards, soit -22,5%) conjuguée à une hausse des importations (+6,7 milliards, soit +1,3%).

En variation annuelle, le déficit commercial s'est creusé de 41,1 milliards soit -88,7% au deuxième trimestre 2019. Cette variation est en lien avec la progression des importations (+30,1 milliards, soit +6,2%), accentuée par le repli des exportations (-11,0 milliards, soit -2,5%). Elle s'explique par la baisse des exportations de la noix de cajou (-38,9 milliards), des tomates fraîches (-3,2 milliards), des graines et fruits oléagineux (-2,7 milliards), en dépit de l'augmentation des exportations d'or (+17,6 milliards) et du zinc (+4,2 milliards). Du côté des importations, les hausses notables ont été enregistrées au niveau des hydrocarbures (+16,5 milliards), des articles d'ameublement (+10,4 milliards), de l'énergie électrique (+7,2 milliards), des machines et appareils divers (+5,7 milliards) et des véhicules (+4,8 milliards).

Le déficit structurel de la balance des services s'est aggravé de 8,3 milliards, passant de 69,2 milliards au premier trimestre 2019 à 77,5 milliards au deuxième trimestre 2019. Cette évolution s'explique par celui des services de fret, en relation avec la hausse des importations. En glissement annuel, le déficit de la balance des services s'est légèrement accru (0,4 milliard).

Le compte du revenu primaire s'est soldé par des sorties nettes de 70,0 milliards au deuxième trimestre 2019, après des sorties nettes de 60,4 milliards au trimestre précédent, soit une détérioration de 9,5 milliards, imprimée par la hausse des paiements au titre des intérêts de la dette publique extérieure de 9,1 milliards. En variation annuelle, le déficit du compte du revenu primaire s'est aggravé de 10,5 milliards.

L'excédent du **compte du revenu secondaire** s'est réduit de 5,1 milliards, en ressortant à 33,6 milliards au trimestre sous revue, après un excédent de 38,7 milliards au premier trimestre de 2019. Cette évolution s'explique par le repli des aides budgétaires (-6,3 milliards), aucun décaissement n'ayant été enregistré au cours du trimestre. En variation annuelle, le solde du compte du revenu secondaire s'est détérioré de 28,2 milliards en lien notamment avec la contraction des appuis budgétaires (-6,6 milliards) et des envois des fonds des migrants (-11,8 milliards).

Le compte de capital s'est soldé par un excédent de 47,1 milliards, après une réalisation de 30,7 milliards au premier trimestre 2019, soit une amélioration de 16,4 milliards, sous l'effet notable de l'accroissement des transferts en capital au profit de l'Administration publique. En effet, les dons projets au profit de l'Administration publique ont été mobilisés à hauteur de 32,7 milliards au cours du deuxième trimestre 2019, contre 17,2 milliards au premier trimestre 2019, enregistrant une hausse de 15,6 milliards.

De l'évolution des comptes de transactions courantes et du compte de capital, il résulte un **besoin de financement de l'économie** du Burkina Faso d'un montant de 154,3 milliards contre un besoin de financement de 17,0 milliards au trimestre précédent. Au deuxième trimestre 2018, un besoin de financement de 82,1 milliards avait été enregistré.

Le compte financier a enregistré des entrées nettes de capitaux de 110,3 milliards, après des entrées nettes de 91,0 milliards au premier trimestre 2019, soit une amélioration de 19,3 milliards. Cette évolution favorable est imprimée par les entrées nettes au titre des autres investissements qui ont augmenté de 14,6 milliards pour se fixer à 69,6 milliards contre 55,0 milliards au trimestre précédent. Cette progression a été enregistrée au niveau des flux nets entrants au profit de l'Administration publique pour 37,4 milliards et du secteur privé pour 32,2 milliards. Au cours de la période sous revue, des sorties nettes de capitaux au titre des investissements directs étrangers (IDE) ont diminué de 2,2 milliards.

En variation annuelle, le compte financier a enregistré une détérioration de 34,6 milliards par rapport aux entrées nettes de capitaux de 144,8 milliards au deuxième trimestre 2018.

Evolution de la Position Extérieure Globale (PEG) du Burkina Faso

A fin juin 2019, la PEG du Burkina Faso est ressortie débitrice de 2.496,3 milliards, après des positions nettes débitrices de 2.022,1 milliards et 2.274,3 milliards, respectivement à fin juin 2018 et fin mars 2019. Cette aggravation en variation trimestrielle de la position débitrice de 22,0 milliards est consécutive à une progression du stock de passifs financiers (+237,3 milliards), en dépit de la hausse du stock d'actifs financiers (+15,2 milliards). Les avoirs de réserve se sont établis à 25,9 milliards à fin juin 2019, après une réalisation de 39,3 milliards à fin mars 2019, correspondant à une diminution de 34,1%. Par rapport à fin juin 2018 où le stock de réserves était de 33,1 milliards, une diminution de 21,7% a été enregistrée.

Sources : B.C.E.A.O.

COMMERCE EXTERIEUR

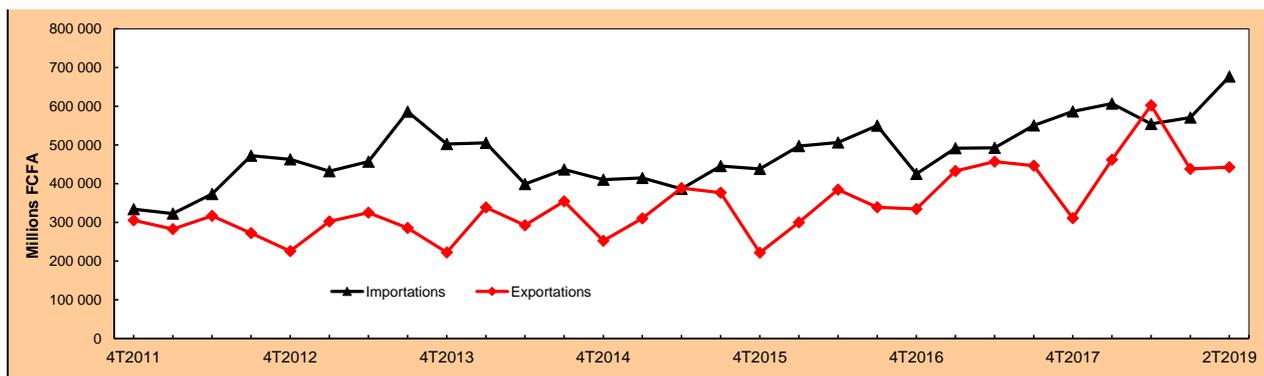
IMPORTATIONS EN VALEURS (En moi de Francs CFA)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2017	2018	2018	2018	2018	trimestriel	annuel
TOTAL	606 598,8	554 155,1	570 803,1	591 449,2	676 635,1	14,4%	11,5%
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	5 383,2	4 750,9	7 248,7	5 619,1	6 470,7	15,2%	20,2%
Produits du règne végétal	37 007,0	31 331,7	35 511,5	36 735,9	38 047,5	3,6%	2,8%
Graisses et huiles animales ou végétales	5 602,9	5 170,4	5 062,3	4 453,6	6 134,3	37,7%	9,5%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	30 091,8	28 905,6	25 968,2	27 626,6	30 987,0	12,2%	3,0%
Produits minéraux	187 765,2	161 545,7	169 825,5	169 124,0	221 335,0	30,9%	17,9%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	58 026,5	81 612,2	87 246,2	75 133,6	71 496,2	-4,8%	23,2%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	20 957,8	18 940,1	20 371,1	24 900,2	28 085,2	12,8%	34,0%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	227,4	512,2	1 786,2	262,7	452,8	72,4%	99,1%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	1 138,4	1 157,0	1 002,9	851,1	955,7	12,3%	-16,1%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	8 189,9	5 124,4	7 925,3	9 056,4	8 488,4	-6,3%	3,6%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	7 484,8	6 315,1	8 864,4	6 150,6	9 620,9	56,4%	28,5%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	1 488,1	1 166,9	1 752,2	1 575,0	2 081,1	32,1%	39,8%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	4 853,2	4 828,9	3 599,0	4 074,7	5 004,3	22,8%	3,1%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. précé.	85,4	75,5	55,6	85,5	135,7	58,6%	58,9%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	38 578,2	34 461,6	36 041,8	46 511,6	50 369,9	8,3%	30,6%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	129 113,6	98 480,3	91 128,1	109 029,4	123 389,2	13,2%	-4,4%
Matériel de transport	57 818,8	55 924,4	50 363,7	54 368,6	60 399,3	11,1%	4,5%
Instrumentes et appareils d'optique, de photographie...	4 959,1	7 731,0	6 730,3	7 902,6	5 244,6	-33,6%	5,8%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	1 261,3	134,8	3 662,4	3 060,3	49,7	-98,4%	-96,1%

En glissement trimestriel, les importations ont enregistré une hausse de 14,4% portant le niveau des importations de 591,5 milliards de FCFA au troisième trimestre 2018 à 676,6 milliards de FCFA au trimestre sous revue. La hausse de la facture pétrolière de 52,2 milliards de FCFA et des importations des « Machines et appareils, matériels électriques et leur parties » de 14,4 milliards de FCFA ont été les leviers de cette évolution.

Comparativement au même trimestre de 2017, la même tendance a été observé avec une hausse de 11,5% soit 69,5 milliards de FCFA. La hausse de la facture pétrolière de 33,6 milliards de FCFA, des importations de « Produits des industries chimiques et industries connexes » de 13,5 milliards de FCFA et des « Métaux communs et ouvrages en ces métaux » de 11,8 milliards de FCFA ont imprimé leurs rythmes aux importations.

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS (En moi de Francs CFA)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2017	2018	2018	2018	2018	trimestriel	annuel
TOTAL	461 664,1	602 205,5	438 152,9	315 140,4	442 718,3	40,5%	-4,1%
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	207,2	565,0	266,5	226,3	176,0	-22,2%	-15,1%
Produits du règne végétal	31 871,0	97 080,1	84 915,6	14 931,0	43 610,6	192,1%	36,8%
dont arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux	24 802,5	42 861,7	6 137,3	5 753,6	39 482,0	586,2%	59,2%
Graisses et huiles animales ou végétales	2 859,0	3 281,0	2 379,7	2 829,3	5 545,0	96,0%	94,0%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	1 853,2	2 549,1	3 032,5	1 424,8	1 595,1	11,9%	-13,9%
Produits minéraux	99,5	401,9	82,0	171,3	97,3	-43,2%	-2,2%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	1 474,4	935,0	1 190,6	1 136,2	8 975,6	689,9%	508,8%
Mat. plasti. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	1 126,4	85,6	84,7	162,3	1 882,6	1059,7%	67,1%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	0,5	8,8	56,1	66,6	15,7	-76,5%	2829,8%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	8,0	29,8	1,9	11,6	71,5	518,3%	793,7%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	1,6	91,8	20,9	48,0	69,9	45,5%	4378,5%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	77 248,1	132 549,8	23 896,7	1 178,4	22 515,1	1810,7%	-70,9%
dont coton fibre	75 832,6	132 101,9	23 051,5	194,7	21 620,9	11002,1%	-71,5%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	4,6	0,4	3,9	3,8	7,0	83,1%	51,2%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	59,2	79,1	75,8	13,4	5,3	-60,3%	-91,0%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	298 699,5	323 375,0	290 690,4	266 471,1	311 842,6	17,0%	4,4%
dont or	297 086,8	322 866,1	290 234,0	266 104,0	311 446,1	17,0%	4,8%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	35 183,3	35 954,5	23 336,8	20 014,9	35 714,3	78,4%	1,5%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	8 507,1	3 404,7	5 865,4	4 091,2	6 519,6	59,4%	-23,4%
Matériel de transport	2 088,0	1 492,0	1 423,3	1 548,4	3 718,5	140,1%	78,1%
Instruments et appareils d'optique, de photographie	95,0	143,9	191,8	114,4	92,4	-19,2%	-2,8%
Marchandises et produits divers	210,8	106,4	309,5	612,7	174,1	-71,6%	-17,4%

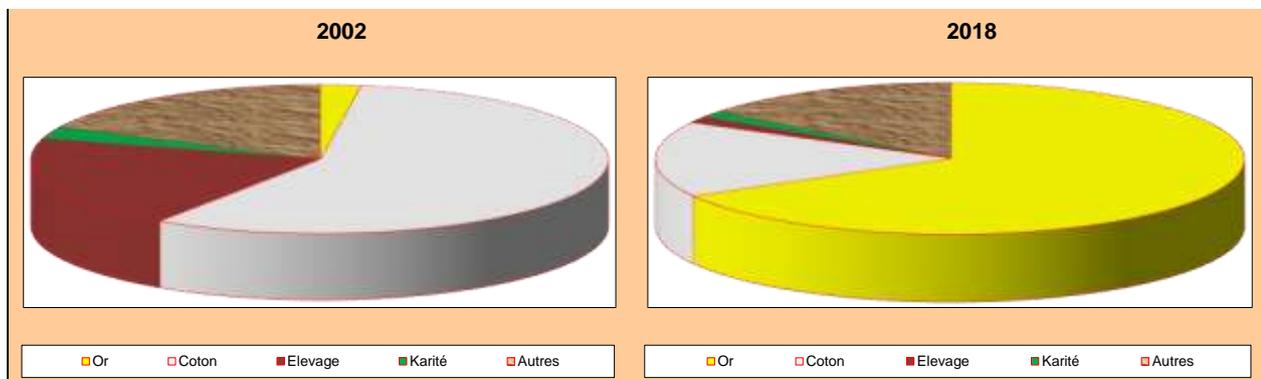


Au quatrième trimestre 2018, les exportations enregistrent une hausse de 40,5% comparativement au trimestre précédent, portant le niveau des exportations de 315,1 milliards FCFA au troisième trimestre 2018 à 442,7 milliards FCFA. Cette hausse est imputable principalement à la hausse des exportations des produits du règne végétal, du coton fibre et d'or. En effet, les exportations d'or non monétaire ont augmenté de 45,3 milliards de FCFA, celles de coton fibre de 21,4 milliards de FCFA et celles des produits du règne végétal de 28,7 milliards de FCFA.

En glissement annuel, la tendance s'est inversée avec une légère baisse de 4,1%, soit -19,0 milliards de FCFA par rapport au même trimestre de 2017. Cette évolution est imputable principalement à la baisse des exportations de coton fibre. En effet, la baisse des exportations de coton fibre de 54,7 milliards de FCFA, n'a pas été compensée par la hausse des exportations de l'or non monétaire de 14,4 milliards de FCFA et de celles des produits du règne végétal de 11,7 milliards de FCFA.

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS	2002	2015	2016	2017	2018
	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Part de l'or dans total	2,3%	62,7%	64,1%	65,6%	66,8%
Part du coton dans total	57,0%	18,3%	16,1%	16,0%	16,1%
Part des produits de l'élevage dans total	20,1%	1,7%	1,4%	1,3%	1,4%
Part du karité dans total	2,8%	1,3%	1,6%	1,5%	1,5%
Part des autres produits dans total	17,8%	16,0%	16,8%	15,6%	14,3%

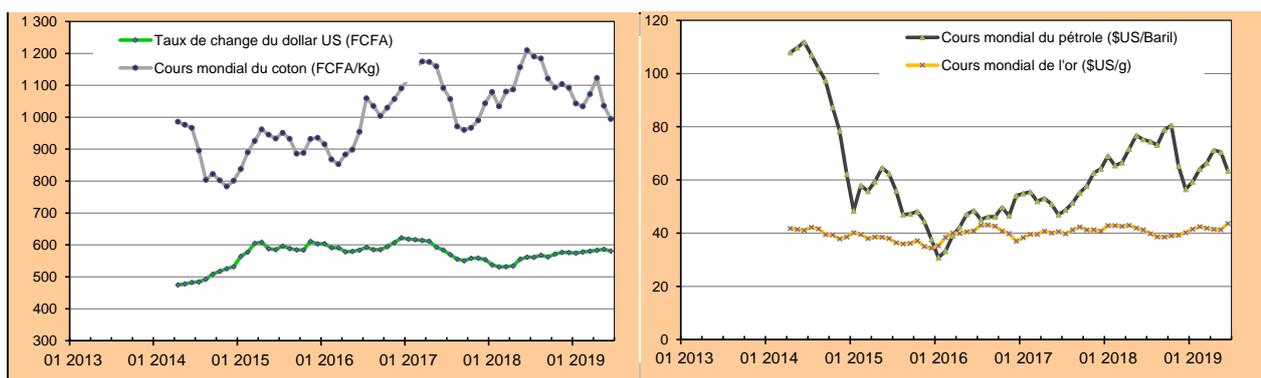


Depuis 2008, à la faveur de la reprise de l'exploitation industrielle des gisements d'or, la structure des exportations burkinabé a observé une mutation. D'une structure où prédominaient les exportations du coton (57%) et celles de produits de l'élevage (20,1%) en 2002, il ressort une prédominance de l'or avec 66,8% de la part des exportations en 2018. Cela se justifie principalement par les productions industrielles d'or qui ont atteint 56,74 tonnes en 2018.

Source : MINEFID / INSD

COURS DES MATIERES PREMIERES

MARCHÉ INTERNATIONAL Moyenne trimestrielle	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2018	2018	2018	2019	2019	trimestriel	annuel
Taux de change du Dollar (en Francs CFA)	550,5	564,0	574,8	577,6	583,7	1,0%	6,0%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	74,5	75,5	67,4	63,3	68,3	8,0%	-8,3%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	2 090,2	2 065,7	1 907,5	1 817,4	1 800,7	-0,9%	-13,8%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	42,0	39,0	39,5	41,9	42,1	0,4%	0,2%
Cours mondial du pétrole (1.000 Francs CFA / Baril)	41,0	42,6	38,7	36,6	39,9	9,1%	-2,8%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	1 151,2	1 165,0	1 096,5	1 049,8	1 051,1	0,1%	-8,7%
Cours mondial de l'Or (1.000 Francs CFA / g)	23,1	22,0	22,7	24,2	24,6	1,4%	6,3%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,028	0,027	0,029	0,029	0,026	-8,4%	-6,1%



- Taux de change du dollar :

Sur le marché des changes, le **dollar américain poursuit toujours son regain entamé au premier trimestre 2018 vis à vis du FCFA** avec une hausse de 1,0% de sa valeur en rythme trimestriel au deuxième trimestre de l'année 2019. En moyenne, le dollar s'est échangé à 583,7 FCFA au deuxième trimestre 2019 contre 577,6 FCFA un trimestre plus tôt. De même, en glissement annuel, le cours actuel est au-dessus de sa valeur par rapport au franc CFA au même trimestre de l'année précédente. Il est en hausse de 6,0% ce trimestre comparativement au deuxième trimestre de 2018. L'appréciation tendancielle du dollar vis-à-vis du FCFA reste influencée par les tensions commerciales affectant les cours de l'Euro. L'annonce de la baisse probable des taux par la FED en fin de trimestre pourrait faire changer la tendance.

- Prix des produits exportés :

Baisse soutenue du cours du coton sur les marchés mondiaux. Il est en baisse de 0,9% au deuxième trimestre 2019 en revenant à 1800,7 dollars la tonne contre 1817,4 dollars au trimestre précédent. En glissement annuel, il a diminué de 13,8% dû à cette tendance baissière entamée depuis juillet 2018. Converti en franc CFA, la fibre de coton valait 1051,1 FCFA le kilogramme, contre 1049,8 FCFA au premier trimestre 2019, soit une baisse de 0,1%. De même, en glissement annuel, le prix de la tonne de coton en Francs CFA est en baisse de 8,7% en glissement annuel. Le niveau du cours de la tonne de coton reste fortement influencé par l'absence d'accord américano-chinoise.

Poursuite de la hausse du cours de l'or entamée depuis le quatrième trimestre 2018. Le cours du métal jaune a été caractérisé par un regain au deuxième trimestre 2019 avec une hausse de 0,4% en rythme trimestriel. En effet, le cours de l'or valait, en moyenne, 42,1 dollars le gramme contre 41,9 dollars au premier trimestre 2019. Sur la base annuelle, le cours de l'or vient de rattraper le niveau du même trimestre de l'année passée avec une hausse de 0,2% au deuxième trimestre 2019. Converti en franc CFA, l'or s'est échangé en moyenne à 24 579 francs le gramme, en augmentation de 1,4% en rythme trimestriel et de 6,3% en glissement annuel. Le niveau du cours de l'once d'or s'expliquerait d'une part par l'annonce de réduction des taux d'intérêts directeurs par la FED mais aussi par la baisse du cours du dollar US et les incertitudes sur les marchés financiers (guerre commerciales, le Brexit etc.) qui conforte l'or dans son rôle de valeur refuge.

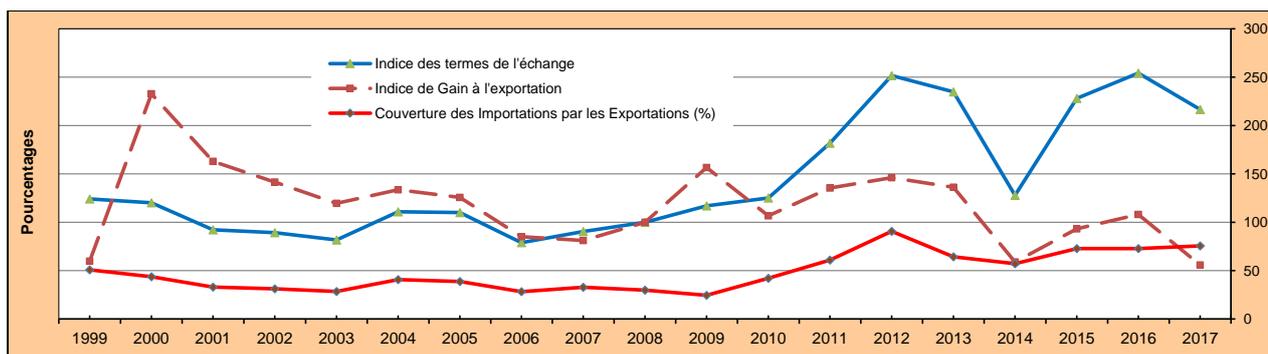
- Prix des produits importés :

Sur le marché du pétrole, le deuxième trimestre 2019 a connu une relance des cours. Le cours du baril de Brent s'est situé en moyenne à 68,3 dollars au deuxième trimestre 2019 contre 63,3 dollars le trimestre précédent, correspondant à une augmentation de 8,0%. Cependant, en glissement annuel, il a enregistré une contraction de 8,3% au deuxième trimestre 2019. Exprimé en franc FCFA, il est en hausse de 9,1% en rythme trimestriel et une baisse de 2,7% en glissement annuel. L'évolution du cours du baril de pétrole s'expliquerait par les tensions commerciales entre les Etats-Unis et le reste du monde (Chine, Mexique, Iran et Venezuela) mais également la confusion autour de la date de la réunion de l'OPEP.

Source : MINEFID / D.G.E.P.

INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR

TERMES DE L'ECHANGE Base 100 = 2007	12 2013	12 2014	12 2015	12 2016	12 2017	Var. 2017	
						Var./2016	Var./2015
Indice prix à l'exportation	234,3	207,3	231,2	160,7	178,3	11,0%	-22,9%
Indice prix à l'importation	117,3	90,9	90,9	94,0	82,3	-12,5%	-9,5%
Indice des termes de l'échange	127,8	228,1	254,2	170,9	216,6	26,7%	-14,8%
Indice de gain à l'exportation	59,0	93,1	108,0	44,1	55,8	26,5%	-48,4%
Couverture des Importations par les Exportations (%)	57,2	72,8	72,9	75,6	75,7	0,1%	3,8%



Globalement, si dans les années précédentes les exportations peinaient à couvrir le tiers des importations, de nos jours la tendance est à une nette amélioration du taux de couverture des importations par les exportations, avec un maximum de 91,5% atteint en 2011. Depuis, le taux de couverture régresse annuellement, passant de 91,5% en 2011 ; à 63,6% en 2012 et 57,2% en 2013.

En 2014 cependant, le taux de couverture est en progression passant de 72,8% en 2014 ; 72,9% en 2015, 76,1% en 2016 et 74,9% en 2017 et 2018. Cependant, le taux de couverture est passé à 108,7% au premier trimestre 2018.

Source : MINEFID / INSD

Définitions et abréviations

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DGEP :	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGESS :	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGTCP :	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
ENEC :	Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
Est. :	Estimation
IHPC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD :	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MAAH :	Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques
MINEFID :	Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement
MRAH :	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques
Prov. :	Données provisoires
SONAGESS :	SOciété NATIONALE de GEstion du Stock de Sécurité alimentaire
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

Elevage :

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun), To et Yilou
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kouritenga, région du Centre – Est), Fada N'Gourma et Bobo Colma.

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail).

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et

Monnaie :

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

Commerce extérieur:

L'indice des termes de l'échange (ITE) est l'indice Paasches des prix à l'exportation (IPPE) rapporté à l'indice Paasches des prix à l'importation (IPPI). Si $ITE < 100$ on dit qu'il y a détérioration des termes de l'échange: ce qui signifie qu'il faudra exporter plus pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers achetés auparavant. Si $ITE > 100$ on dit qu'il y a amélioration des termes de l'échange : c'est à dire qu'une même quantité de produits nationaux permet maintenant d'acquérir une quantité plus importante de produits étrangers.

L'indice de gain à l'exportation (IGE) est égal à l'indice des termes de l'échange (ITE) rapporté à l'indice Laspeyres de volume

Soldes d'opinions:

Les soldes d'opinions sont des indicateurs de perception des chefs d'entreprises, obtenus en faisant la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive (hausse) et la proportion de répondants ayant exprimé une

Moyenne quinquennale:

Pour les comparaisons aux trimestres des cinq dernières années, la moyenne quinquennale d'un trimestre i est obtenue en calculant la moyenne des cinq trimestres i des années considérées. Ainsi pour une année n, le taux de croissance du trimestre i par rapport aux cinq dernières années s'obtient par la formule:

où $X_{n,i}$ représente la valeur de X au trimestre i de l'année n.

$$\frac{\sum_{k=1}^5 X_{n-k,i}}{X_{n,i}}$$

Crédit des contributions

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
RAMDE, B. François TRAORE, Bakari NIANGAO, Issaka	Coordonnateurs généraux	INSD
KABORE, Barbi	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
KABORE, W. Denis	Prix des produits de l'élevage	DGESS/MRAH
PALE, Eric	Prix des produits agricoles	SONAGESS
GUIGMA, Alidou	Soldes d'opinions	INSD
SOME, Sankar Placide	Indice harmonisé de la production industrielle	INSD
KABORE, W. Denis	Production de l'élevage	DGESS/MRAH
PALE, Eric	Production de l'agriculture	SONAGESS
DINDANE, Issaka MILLOGO, François BASSOLE, Wilfried Gustave	Finances publiques	DGESS/MINEFID DGTCP DGTCP
TRAORE, Sibiri	Situation monétaire	BCEAO
TRAORE, Sibiri	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
OUEDRAOGO, Dansané	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
TOUGMA, Jean Gabriel	Secteur extérieur (Cours des matières premières)	DGEP